

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

**Numéro 288
15 mai 1989**

NOUVEAU MAI CHINOIS

**URSS
Glasnost au féminin**

**URUGUAY
Hommage
à Raul Sendic**



**AFRIQUE DU SUD
Apartheid et
*perestroïka***

**ISRAEL
Les effets
de l'intifada**

15 FF - 4 FS - 85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Edition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission
paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.

Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 288

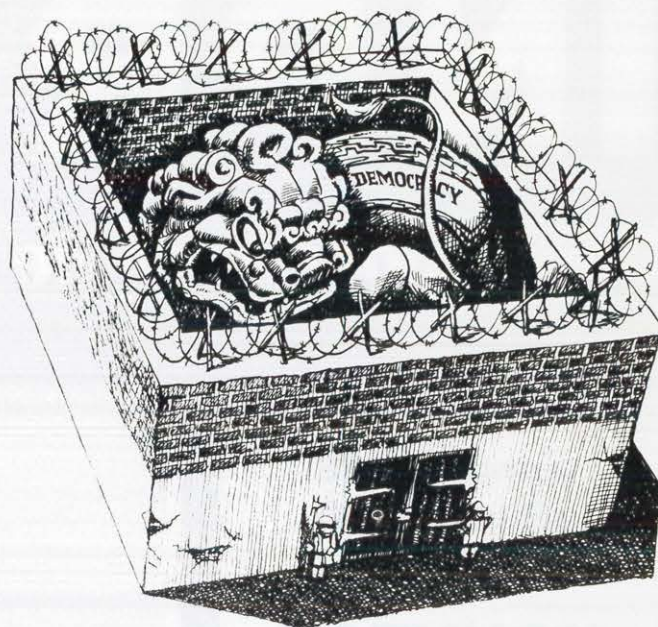
Du 15 mai 1989

- 3 CHINE
L'étincelle étudiante
Ernest MANDEL
- 6 "Nous, étudiants, nous exigeons"
DOCUMENT
- 7 URUGUAY
Référendum : le jaune l'emporte
Luis ALONSO
- 8 Une défaite pour
le mouvement populaire
DOCUMENT
- 9 Hommage à Raul Sendic
Janette HABEL et Michael LÆWY
- 11 Raul se bat pour la vie
Eleuterio HUIDOBRO
- 12 Le dernier article de Raul Sendic
Raul SENDIC
- 13 UNION SOVIETIQUE
Massacre en Géorgie
Gerry FOLEY
- 14 "Être père à temps plein"
Entretien avec *Oлга VORONINA*
- 18 AFRIQUE DU SUD
Apartheid, *perestroïka*
et mouvement de masse
Tony ROUX et Peter BLUMER
- 22 ISRAËL
Israël face à l'Intifada
Entretien avec *Michel WARSHAWSKI*
- 25 ITALIE
La grève en bonne santé
Livio MAITAN
- 26 EN BREF :

ITALIE : Crise dans Democrazia
Proletaria ; SUISSE : Symposium
contre le travail de nuit ; NOUVELLE-
CALEDONIE : Assassinat de deux
dirigeants du FLNKS.
- 28 MEXIQUE
Grève de la faim pour
José Ramon Garcia

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.



La grande muraille de Chine...

ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code postal Pays

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23

L'étincelle étudiante

LES MANIFESTATIONS de centaines de milliers d'étudiants qui secouent la Chine depuis la mi-avril, sont d'une ampleur et d'une profondeur beaucoup plus importantes que celles de l'hiver 1986-87. D'abord par le nombre : à l'époque, à l'apogée du mouvement, il n'y avait que 70 000 manifestants à Shanghai. Ensuite, le mouvement actuel semble très largement indépendant des luttes d'influence qui font rage au sommet du Parti communiste chinois (PCC), ce qui n'avait pas toujours été le cas auparavant.

Les étudiants chinois se sont également dotés d'une structure de coordination nationale, composée de deux délégués élus par université. Le mouvement manifeste, par ailleurs, un degré de radicalisation politique impressionnant. C'est en chantant l'Internationale et avec des drapeaux rouges que les étudiants exigent une réelle démocratie pluraliste, la liberté de la presse, la divulgation des revenus des dirigeants et même l'abolition des privilèges des bureaucrates.

Le mouvement risque également de jouer un rôle de détonateur et d'entraîner d'autres couches sociales. C'est surtout cela qui inquiète les dirigeants chinois, et les jonctions partielles qui se sont déjà effectuées avec les ouvriers confirment que le danger est bien réel pour le pouvoir de la bureaucratie.

Ernest MANDEL

LES GRANDES manifestations étudiantes qui ont secoué Beijing, et dans une moindre mesure Shanghai, Tianjin, Changsha, Wou Han, Xi'an et d'autres villes de province, représentent de nouveau un important changement de la situation internationale. La dimension internationale de ce réveil n'apparaît pas seulement dans le fait que les étudiants de Beijing se réfèrent explicitement à la *glasnost*, à la veille de la visite historique de Gorbatchev en Chine, prévue pour les 15-18 mai. On l'aperçoit aussi quand on sait que la manifestation du 4 mai 1989 coïncide avec une "première" de taille : la participation d'un banquier de Taiwan (partisan de Tchang Kaï-chek), ouvertement contre-révolutionnaire, à une conférence de l'Asian Development Bank à Beijing.

Au départ, les manifestations populaires étaient essentiellement estudiantines. Elles venaient dans la foulée d'une agitation d'étudiants qui dure depuis des semaines. Lors de la manifestation géante du 27 avril 1989, près de 300 000 personnes dans la rue, des habitants de Beijing (petits commerçants, chômeurs,

travailleurs du secteur "informel", ouvriers, passants) ont exprimé leur sympathie pour les manifestants. Les ouvriers travaillant sur les chantiers devant lesquels passa le cortège crièrent à tue-tête "Vive les étudiants !" (*Die Zeit*, 5 mai 1989).

La jonction avec les ouvriers

Mais le 4 mai 1989, 70^e anniversaire de la manifestation étudiante de 1919 qui "lança" l'action de masse pour la révolution nationale-démocratique, la manifestation prit une tournure nouvelle. Selon l'*International Herald Tribune* du 5 mai, un fort contingent de jeunes ouvriers se joignit à la manifestation, avec ses propres revendications. Le *Times* de la même date constate que dans l'important centre industriel de Changsha, 1 000 ouvriers rejoignirent 6 000 étudiants. C'est ce que la direction de la *no-menklatura* chinoise avait craint. C'est ce qu'elle n'a pas pu empêcher.

Pendant les quinze jours, du 19 avril au 4 mai, les étudiants ont centré leurs revendications sur trois questions : les libertés démocratiques en général ; leur



propre droit à une organisation démocratique qu'ils contrôlent eux-mêmes ; la dénonciation des privilèges de la bureaucratie.

A part ces revendications-là, qui semblent faire l'unanimité, il y a débats et différenciations sur des questions multiples : rapports précis avec le Parti communiste chinois (PCC), ou plus exactement avec son équipe dirigeante actuelle ; attitude à l'égard de l'héritage et du passé du maoïsme. Les informations font défaut, pour le moment, pour pouvoir délimiter les tendances en présence. Mais le fait même de ces débats, qui par certains côtés ressemblent à ceux qu'on a connus en France et en Europe en mai 68, témoigne à son tour du réveil politique en cours.

Les bureaucrates déçus

L'ampleur des manifestations a visiblement surpris et déçus les autorités bureaucratiques. Celles-ci ont commencé par réprimer. Puis elles ont menacé de sévir plus durement encore. Devant la manifestation du 27 avril, elles ont reculé vers le dialogue par organisation étudiante "officielle" interposée. En fin de compte, les menaces de répression à l'égard de ceux qui auraient "enfreint la loi" ont refait surface. Tout dépendra de l'évolution des rapports de forces dans les jours et les semaines qui suivent. On ne peut guère exclure un durcissement de la répression. Celle-ci ne s'accentuerait cependant qu'en cas de reflux sérieux des mobilisations populaires.

Si les grandes manifestations de Beijing s'inscrivent dans le sillage de ce qui se passe en Union soviétique et dans plusieurs pays d'Europe orientale, des différences frappantes entre le début d'activité politique de larges masses en URSS et en Chine méritent d'être soulignées.

Tout d'abord, en URSS on ne se trouve qu'au début de la *perestroïka*, des réformes économiques "libérales" dont les effets (y compris les effets négatifs pour les travailleurs) restent pour le moment limités. Pour le moment, la classe ouvrière les appréhende plutôt que de les subir déjà. En Chine, le réveil des masses survient après dix ans de réformes, dont les effets, d'abord posi-

tifs puis négatifs, sur le niveau de vie sont amples et visibles à l'œil nu.

Ensuite, en URSS, des réformes politiques dans le sens d'une démocratisation limitée mais réelle, ont accompagné presque d'emblée les réformes économiques. En Chine, à part quelques timides ouvertures à l'encontre des intellectuels, du temps du Premier ministre Hu Yaobang, il n'y a pas eu de début de démocratisation politique.

Encore la nature sociale des manifestants et opposants est-elle fort différente dans les deux pays. Si les ouvriers de Beijing ont manifesté leur appui aux opposants, leur participation au mouvement reste pour le moment minoritaire (cela pourrait bien entendu changer). Quant aux paysans qui, contrairement à l'URSS continuent à représenter la grande majorité de la population active en Chine, tout en ayant déclenché bon nombre de grèves locales, ils ne participent pas encore à l'activité politique.

L'attitude des sommets de la bureaucratie

Finalement, il y a une différence de taille quant à l'attitude des sommets de la bureaucratie à l'égard du mouvement de masse. En Union soviétique, Gorbatchev s'efforce sans doute de canaliser le mécontentement dans un sens favorable à son orientation d'ensemble. Il n'œuvre pour maintenir le contrôle sur les masses. Mais son attitude reste perçue par les masses comme encourageant leur participation autonome à la vie politique. Les répressions en Arménie et en Géorgie n'ont pas totalement effacé cette impression, sauf dans les régions concernées.

En Chine au contraire, l'équipe au pouvoir est perçue comme une équipe d'autocrates qui ne sont pas prêts à tolérer la moindre autonomie du mouvement de masse. Elle devient, dès lors, le point de mire de toute mobilisation populaire, ce qui n'est pas le cas pour le moment de l'équipe Gorbatchev en URSS.

Les origines et le sens de ces différences s'éclairent à la lumière de la dy-

namique et des conséquences des réformes économiques dites de libéralisation en Chine.

La Chine est encore un pays essentiellement agricole. La suppression de fait des "communes populaires" et de l'exploitation collective des terres (dont on a sous-estimé, à l'étranger, l'impopularité) a permis un essor initial des forces productives à la campagne. Le niveau d'approvisionnement des villages et des villes se trouva amélioré. Les revenus réels des masses s'élevèrent pratiquement partout (1).

La réforme économique

Comme en Russie à l'époque de la NEP, mais sur une échelle bien plus vaste, la petite et la moyenne industrie privées se développèrent en articulation avec une agriculture pratiquement reprivatisée, alimentant le développement d'une couche de paysans-entrepreneurs enrichis et cossus et les activités non-agricoles s'étendirent à un rythme précipité à la campagne.

Mais petit à petit, les contradictions des réformes "libérales" commencèrent à se faire jour, et à partir de 1987, elles devinrent de plus en plus explosives. Les inégalités croissantes furent ressenties amèrement par la masse des paysans pauvres. Par ailleurs, l'essor de la grande industrie, incontestablement stimulé au départ par l'autonomie financière des entreprises et la décentralisation administrative, déboucha sur une véritable surchauffe : excès d'investissements, disproportions croissantes entre secteurs, manque de certaines matières premières. L'appât du gain se généralisant dans le climat de surchauffe et de spéculation, aggrava considérablement les phénomènes de corruption au sein de l'appareil bureaucratique, engendrant la symbiose d'une fraction de l'appareil avec les entrepreneurs privés et les spéculateurs.

Les sommets de la bureaucratie, éfrayés par cette évolution, ont essayé de freiner le processus de "libéralisation" dès septembre 1988. Ce qu'ils ont

mis à l'ordre du jour ne fut point la restauration du capitalisme. Ce fut l'envoi de dizaines de milliers de fonctionnaires pour "remettre" de l'ordre dans les entreprises, les provinces et les villages, avec des moyens typiquement bureaucratiques. Cette évolution économique de plus en plus explosive se déroule sur l'arrière-fonds de ce qui est, à long terme, le problème social le plus grave de la Chine, ainsi que de tous les pays sous-développés : celui du chômage et du sous-emploi.

Dans le cadre d'une industrie de haute technologie, la Chine ne dispose pas des ressources nécessaires pour créer 200 à 250 millions d'emplois. Mao chercha à le résoudre en déportant massivement les jeunes de la ville à la campagne et en mobilisant la main-d'œuvre excédentaire des villages pour des activités extra-agricoles. Cette main-d'œuvre supplémentaire fut intégrée dans le secteur collectif, avec des rendements minimes et un niveau de vie misérable. Le résultat fut un désastre économique et social.

Les réformes entreprises par Deng Xiaoping, à partir de 1979, impliquèrent le retour des jeunes citadins en ville, et la liberté pour eux de s'établir comme indépendants dans les petits métiers. A la campagne, la main-d'œuvre excédentaire fut résorbée par les activités extra-agricoles privées, y compris avec essor d'entreprises moyennes. Cette main-d'œuvre servit donc à élargir le secteur privé qui, au village, prit une ampleur prépondérante : 80 millions de salariés en 1987. Le résultat en fut d'abord un essor productif et une hausse du niveau de vie, puis une succession de tensions et de crises, déjà mentionnées. Dans ce sens, l'explosion étudiante, comme d'ailleurs le mouvement des Gardes rouges dans les années 60, reflète aussi un problème d'absence de perspective d'emploi satisfaisante, ce qui est un problème existentiel angoissant pour des millions de jeunes.

Les conditions de vie des étudiants

A l'absence de perspective d'emploi, comme motif de mécontentement des étudiants, il faut ajouter leurs conditions d'existence misérable. La *Far Eastern Economic Review* du 11 mai 1989, affirme que les étudiants sont parqués à 7 dans un dortoir de 15m². La plupart d'entre eux ne peuvent manger que du riz de mauvaise qualité avec un peu de sauce et de légume. L'insomnie, les maladies de carence de vitamines sont largement répandues. Le *China Daily* du 4 mai, reconnaît que la situation parmi les jeunes enseignants d'université n'est guère meilleure. Ils quittent en masse l'université. A l'université de Beijing, 70% d'entre eux ne trouvent pas de logement où ils puissent vivre avec leur

1) Pour une analyse de la réforme en Chine, voir l'article de A. Maraver, "Les habits neufs de Zhao Ziyang", dans *Inprecor* numéros 271 et 272 des 5 et 19 septembre 1988.



épouse. Les assistants gagnent 70 yuans par mois, moins de la moitié du salaire d'un ouvrier et nettement en dessous du minimum vital.

Dans l'immédiat, telle ou telle mesure indispensable pour satisfaire les exigences matérielles légitimes des masses, peut paraître prioritaire. Telle semble être la lutte contre l'inflation en Chine, du point de vue des travailleurs (*International Herald Tribune* du 5 mai 1989), car elle implique : échelle mobile des salaires avec ajustement automatique et mensuelle à la hausse du coût de la vie. Mais toutes ces mesures, aussi urgentes qu'elles soient, ne pourront être appliquées réellement, efficacement et durablement, que si le monopole de pouvoir aux mains de la bureaucratie est brisé. La mise en avant, par les étudiants, de revendications démocratiques est donc tout à fait correct.

Avec un instinct politique remarquable, les étudiants chinois ont lié la dénonciation sévère des privilèges matériels de la bureaucratie à leurs revendications démocratiques centrales. C'est que les sommets de la bureaucratie ne s'accrochent pas à leur monopole de pouvoir essentiellement par dogmatisme idéologique, ou fanatisme politique. Ils s'y accrochent pour défendre et étendre ces privilèges.

Le "mérite historique"

Pour justifier son refus obstiné de satisfaire les revendications démocratiques des étudiants et des intellectuels qui les soutiennent, la *nomenklatura* avance deux types d'arguments. D'abord la "conspiration" fomentée par les étudiants pour "ébranler la stabilité sociale" dont la Chine aurait tant besoin. Cette thèse est aussi vieille que tout mouvement revendicatif massif dans l'histoire. C'est la première réaction de tout pouvoir conservateur aux abois.

Le second argument, c'est que les mérites du PC chinois justifiaient son monopole du pouvoir politique. Comme on peut le lire dans son discours publié par le *China Daily* du 4 mai, le secrétaire général du parti, Zhao Ziyang, explique que le PCC n'aurait commis que des "erreurs" vite redressées. Mais si le PC chinois a le mérite historique d'avoir mené la révolution à la victoire en 1949, cette dernière ne fut pas suivie de simples "erreurs", mais de désastres, dont les victimes se comptent par millions. On ne peut que penser que ces désastres auraient pu être évités ou rapidement circonscrits, à moindres frais, si les masses chinoises avaient pu choisir entre diverses politiques alternatives. C'est cela le sens de la démocratie pluraliste.

En se battant pour cette démocratie-là, les étudiants chinois se battent pour les ouvriers et les paysans pauvres,



pour un nouveau progrès en direction du socialisme, quelle que soit leur confusion idéologique, inévitable après des décennies de dictature. En ce sens, ils doivent recevoir l'appui total de tous les révolutionnaires.

A la fin de la manifestation du 4 mai à Pékin, un des dirigeants étudiants, Wu Kai, annonça la fin de l'action à partir du 5 mai. D'autres dirigeants étudiants ne semblent pas s'être encore prononcés en ce sens. Serait-ce le recul du mouvement et la victoire de la *nomenklatura* ? Cela n'est pas certain, car c'est la répression elle-même qui, le 19 avril, avec le matraquage sauvage des manifestants au nombre d'environ 5 000 seulement, a joué le rôle de détonateur des manifestations massives des jours suivants (*Far Eastern Economic Review*, 4 mai 1989). De plus, les structures remarquables d'auto-organisation dont se sont dotés des centaines de milliers d'étudiants de Beijing — pour la première fois depuis 1927 — continueront à fonctionner, à réclamer leur reconnaissance par les autorités, deviendront de plus en plus incontournables.

Les hésitations du pouvoir

Il semble bien que devant l'explosion de mécontentement, les sommets de la *nomenklatura* chinoise se soient divisés. D'un côté il y a Deng Xiaoping, partisan d'une réaction dure à l'égard des étudiants, qui se rapproche ainsi des tendances à proprement parler conservatrices et hostiles aux réformes de la bureaucratie. Un membre du Bureau politique, Hu Qili, a d'ailleurs ouvertement affirmé qu'il fallait éviter, à tout prix, la reconnaissance de l'association officieuse des étudiants, parce que ses dirigeants risquaient de devenir "*les Lech Walesa chinois*".

De l'autre côté, il y a Zhao Ziyang qui, après quelques hésitations, est devenu partisan d'une réaction beaucoup plus souple à l'égard des étudiants, auxquels il fait miroiter une ouverture réelle en direction de réformes significatives.

La fronde des journalistes

La réaction massive de journalistes, membres du parti, aux côtés des étudiants a visiblement décontenancé les apparatchiks. Le *Quotidien des paysans*, le 5e du pays par son importance, a ouvertement pris la défense des étudiants. Trois revues ont fait de même. L'une d'entre elles, la *World Economic Herald*, paraît à Shanghai. Après cinq heures de négociations et de pressions, son rédacteur en chef a refusé de céder et fait paraître un article favorable aux étudiants. La mairie de Shanghai a fait saisir les 300 000 exemplaires déjà imprimés. Le rédacteur en chef, Qin Benli a été limogé. Mais au cours de la manifestation du 4 mai, le mot d'ordre "*réintégrez Qin Benli !*" fut scandé par des dizaines de milliers de manifestants. Il avait été lancé par les journalistes qui participaient au cortège et qui criaient "*ne nous obligez plus à mentir !*"

En fin de compte, la grande inconcurrence, c'est le degré de soutien aux étudiants, voire de mobilisation propre des ouvriers dans les semaines qui viennent. Cela pèsera lourdement sur l'évolution des rapports de forces. Et c'est cette évolution qui déterminera s'il y a un recul ou non des mobilisations étudiantes. ■

9 mai 1989

四月學運特刊

目錄

"Nous, étudiants, nous exigeons"

LES ETUDIANTS de Beijing qui ont formé un syndicat autonome, ont remis, le 2 mai, une pétition au Comité permanent de l'Assemblée nationale du peuple, au Conseil d'Etat et au Comité central du Parti communiste chinois, dans laquelle ils mettent en avant 12 conditions pour entamer le dialogue avec le gouvernement. Yuan Mu, porte-parole du Conseil d'Etat a réaffirmé la volonté de dialogue du gouvernement, mais a rejeté les conditions des étudiants qu'il a qualifiées de "non raisonnables". Nous publions ci-dessous de larges extraits de cette pétition.

DOCUMENT

Les revendications des étudiants

A PRES la manifestation du 27 avril, le gouvernement a exprimé à travers les médias, son empressement à vouloir dialoguer avec nous, les étudiants. De tout cœur, nous accueillons avec satisfaction cette évolution. Pour un dialogue substantiel qui aurait lieu le plus rapidement possible, nous, en tant que délégués représentant les masses d'étudiants des établissements d'études supérieures de Beijing, nous soulevons auprès du gouvernement, les revendications suivantes :

- 1 - Lors de ce dialogue, les deux parties doivent être complètement sur un pied d'égalité et doivent travailler sincèrement pour résoudre le problème. Un temps de parole égal doit être garanti aux deux parties, ainsi qu'une possibilité égale de poser des questions.
- 2 - Les délégués étudiants qui doivent participer au dialogue doivent être reconnus et choisis par la majorité des étudiants (plus particulièrement ceux qui ont participé au mouvement patriotique et démocratique). Cependant nous maintenons que dans la mesure où les organisations d'étudiants et de licenciés des différents universités et collèges de Beijing [les associations officielles, ndr], n'ont joué aucun rôle dans l'organisation du mouvement et sa direction, nous déclinons totalement à de telles associations, le droit de désigner des délégués étudiants. Nous refusons également de reconnaître la représentativité de ceux qui ont été unilatéralement et secrètement, conviés par le gouvernement à représenter les étudiants, sans l'aval des masses d'étudiants.
- 3 - Nous demandons que les délégués étudiants soient désignés de la façon suivante : dans la mesure où le syndicat autonome des étudiants des établissements d'études supérieures de Beijing, l'organisation formée spontanément par les étudiants, a joué le rôle de dirigeant et d'organisateur du mouvement, et a été reconnu par la masse des étudiants, il est en mesure de contacter les étu-

dants pour organiser l'élection des délégués.

Chaque université ou collège doit désigner des représentants, dont le nombre serait proportionnel au nombre d'étudiants de cette institution, par rapport au nombre total d'étudiants de Beijing, afin de former une délégation. Après discussion et consultation entre les délégués, un certain nombre d'étudiants peuvent être désignés pour être les porte-parole des étudiants, tandis que le reste participerait au dialogue comme observateurs. Ceux-ci peuvent se réunir et discuter d'amendements aux interventions des porte-parole étudiants. Ils auraient également le droit de poser des questions aux délégués du gouvernement.

Ne pas discuter avec n'importe qui...

4 - Les participants du côté gouvernemental doivent être compétents et avoir le pouvoir de prendre des décisions. Il doit s'agir de membres du Comité permanent du Bureau politique du PCC, du Vice-président du Comité permanent de l'Assemblée nationale du peuple, et du Vice-premier ministre du Conseil d'Etat, ou d'un niveau au-dessus.

5 - Les deux parties peuvent inviter des représentants du peuple ou de groupes sociaux pour écouter les discussions. Nul ne doit avoir le droit de refuser ou d'empêcher leur participation, sous quelque prétexte que ce soit. Ces invités n'auront pas le droit de parole durant le dialogue, mais peuvent, par la

suite, faire des commentaires.

6 - Les intervenants doivent avoir un temps égal de parole et chaque intervention doit être limitée dans le temps. (...)

7 - Lors du dialogue, la presse, tant chinoise qu'étrangère, doit pouvoir rendre compte en direct des débats. La télévision et la radio nationales doivent retransmettre en direct les discussions. Les deux parties doivent avoir le droit de filmer, d'enregistrer ou de retranscrire directement le dialogue, sans interférence aucune d'individus ou d'organisations.

8 - Le dialogue doit avoir lieu dans des emplacements désignés alternativement par les deux côtés, et sa durée totale doit être fixée d'un commun accord, après discussion.

Le gouvernement doit prouver sa bonne volonté

9 - Les délégués gouvernementaux doivent faire de leur mieux pour répondre aux questions qui leur seront posées, et après les discussions, doivent faire de leur mieux pour résoudre les problèmes soulevés. S'il ne leur est pas possible de répondre immédiatement à l'une ou l'autre question, on peut décider de reporter le point. (...)

10 - Pour que le résultat du dialogue soit valable officiellement, les deux côtés doivent parapher une résolution commune à la fin des discussions.

11 - La sécurité physique et politique des participants des deux côtés doit être assurée.

12 - Le résultat de chaque session du débat doit être correctement reporté par la plupart des journaux nationaux et la radio, avec les accords en prévision de la séance suivante.

5 mai 1989
China Daily

Référendum : le jaune l'emporte

LE REFERENDUM sur la dénommée "Loi de caducité" s'est soldé par la victoire de ceux qui voulait son maintien. Malgré l'importante mobilisation populaire, les militaires et le gouvernement ont réussi à maintenir en vigueur cette loi qui accorde l'impunité aux responsables des crimes perpétrés sous la dictature.

C'est une défaite sérieuse pour le mouvement populaire qui avait tout d'abord réussi le tour de force de réunir le nombre de signatures nécessaire à la convocation du référendum et qui a ensuite inlassablement mené la lutte pour la victoire, avec les milliers de brigades qui ont parcouru tout le pays, faisant front à la puissante campagne de chantage et d'intimidation organisée par le gouvernement et les forces armées.

Luis ALONSO

C'EST le 16 avril qu'a eu lieu le référendum pour décider si la loi qui permet, aux militaires et aux policiers coupables de crimes commis pendant les 12 années de la dictature militaire, d'échapper au jugement et au châtement resterait en vigueur. Le vote vert (couleur des bulletins), partisan de l'abrogation de cette loi a obtenu 770 000 voix, soit 43% et le vote jaune, partisan de son maintien, a dépassé le million de voix, soit 57% (l'Uruguay ne compte que 3 millions d'habitants). Ainsi, ceux qui ont torturé, séquestré et assassiné resteront impunis. La position du gouvernement et des militaires a triomphé.

La dictature s'est imposée en février 1973, après une année de répression féroce contre le mouvement populaire et les Tupamaros (1). Rencontrant une hostilité populaire croissante, les militaires ont décidé, en 1980, d'initier un processus de transition en présentant un projet de constitution qui légaliserait l'ingérence des forces armées dans la vie politique uruguayenne. Mais, malgré tout le poids de l'appareil de répression, ce projet fut rejeté dans un référendum par 57,8% des votants.

Des luttes populaires, des grèves et des mobilisations jalonnèrent ensuite le chemin jusqu'aux élections de fin 1984, qui furent remportées par l'actuel Président, Sanguinetti, candidat du Parti Colorado.

La pression populaire en faveur de la libération des prisonniers politiques a réussi à remplir son objectif et une loi les amnistiant a été adoptée en 1985. En même temps, la campagne pour le jugement de tous les militaires et policiers coupables de crimes de répression, ce qui en concernait plus de 350, faisait boule de neige. Il y avait eu 33 disparitions en Uruguay, 5 enfants enlevés que l'on n'a plus jamais revus, 78 morts en prison et 53 au cours d'opération des forces répressives, plus de 5 000 arrestations, ainsi que d'innombrables cas de torture. De plus, la complicité de la dictature argentine a entraîné la disparition de 118 autres Uruguayens dans ce pays.

La "Loi de la caducité"

Mais le gouvernement a fait la sourde oreille et en 1986 il a approuvé la Loi de caducité (rendant caduques les poursuites), qui impliquait l'oubli des crimes commis. Une grande mobilisation commença alors pour faire abroger cette loi, mais selon la Constitution il fallait réunir plus de 500 000 signatures pour avancer une telle procédure (voir *Inprecor* numéro 260, du 29 février 1988).

Grâce à cette mobilisation, 600 000 signatures furent recueillies. Il y eut toute une série de manœuvres pour faire annuler une partie d'entre elles, mais finalement le nombre exigé fut atteint et le gouvernement se vit forcé d'organiser un référendum sur cette question.

C'est l'ensemble de la gauche, ainsi que des courants minoritaires des partis Colorado et Blanco qui ont mené unitairement la campagne contre l'amnistie des militaires. Cette unité se fit sur la consigne de vote, mais pas sur des objectifs ultérieurs, en cas de victoire, ni sur le type de campagne à mener.

La campagne officielle en faveur du vote jaune, s'est déroulée en utilisant

1) Sur les Tupamaros, voir pages suivantes et également l'interview de E. Huidobro, dans *Inprecor* numéro 260 du 29 février 1988.



Manifestation à Montevideo pour réclamer le châtement des tortionnaires et des assassins (DR)

tous les moyens de l'Etat, et en particulier la télévision, dont l'influence à l'intérieur du pays, où il est très difficile d'accéder pour les militants du mouvement populaire est notable. Le porte-parole de la campagne fut le Vice-président de la République, appuyé par toutes les institutions, dont les forces armées.

Le ministre de la Défense a clairement laissé entendre qu'il ne respecterait pas un verdict des urnes qui soit contraire à ses vœux, et a déclaré : "... *personne ne peut obliger légalement des militaires à se présenter devant la justice civile*". Deux jours avant le vote, le général Paulos, ex-chef des services de renseignements déclarait à son tour : "*l'ennemi d'hier veut aujourd'hui affaiblir les Forces armées pour conquérir le pouvoir lors de l'assaut final*".

Une vague de rumeurs servit de toile de fond à ces affirmations. A la capitale Montevideo, on parlait de possibles attentats des Tupamaros, et il semblerait même que quelques provocations aient été fomentées.

Le Président de la République, à son tour, affirma la veille du référendum que si la Loi de caducité restait sans effet, ce serait "... *un recul dans le processus de pacification et d'institutionnalisation du pays*".

Autrement dit, la menace d'un retour à la dictature, d'une insubordination des militaires et d'atteintes possibles contre l'ordre de la part des "subversifs" de toujours, a été agitée pour intimider la population. L'image de l'Argentine voisine, agitée par des coups militaires incessants, fut brandie sans relâche.

A Montevideo, c'est le vote vert qui l'a emporté, et à l'intérieur du pays il a concurrencé le vote jaune.

Les résultats

Les militaires et le gouvernement ont gagné grâce au vote des secteurs les plus arriérés et isolés du pays, terrifiés par la propagande systématique du gouvernement. Il ne s'agit pas, de la part de larges secteurs de la population, d'un soutien sans réserve aux militaires, mais du désir d'éviter des maux encore plus grands.

L'importante mobilisation populaire en faveur du vote vert, n'a pas été suffisante pour venir à bout de tous ces obstacles, mais il ne faut pas sous-estimer la valeur des 43% atteints dans des conditions si peu favorables. Il est certain que ce résultat a déçu les secteurs les plus actifs, et a affecté de très larges couches de la population qui ressentent profondément le poids de cette défaite. Mais l'ampleur du soutien, presque 800 000 voix, permet d'espérer que le rôle joué par les militaires ne sera pas oublié, et que le peuple uruguayen saura dépasser cette défaite partielle dans d'autres luttes à venir.

Combate
27 avril 1989

Une défaite pour le mouvement populaire

AU LENDEMAIN du référendum, le Parti socialiste des travailleurs (PST), section uruguayenne de la IVe Internationale, a donné (au téléphone) l'appréciation suivante sur ces événements :

DOCUMENT

B IEN QUE le vote vert l'ait emporté à Montevideo, et le vote jaune dans l'intérieur du pays, en réalité, c'est justement à Montevideo que les plus mauvais résultats ont été obtenus. Là on s'attendait à ce que le vote vert déborde, or il ne l'a emporté que d'environ 100 000 voix. De plus, si l'on prend comme référence le nombre de signatures recueillies pour la convocation du référendum, à Montevideo il y a eu 1,15 voix par signature obtenue, alors que dans l'intérieur ce fut presque 1,5 voix par signature recueillie. Le vote vert aurait gagné si le rapport signatures/votes verts avait été au même niveau dans la capitale que dans l'intérieur.

Le résultat fournit une confirmation du type de transition qui s'est produite et renforce le système bipartite traditionnel ; surtout si on tient compte de la scission dont a souffert le Frente Amplio (1).

La campagne pour le vote "vert"

L'espoir d'une victoire du vote "vert" était grand et bien sûr, il existe aujourd'hui une assez importante déception ; il y a même une certaine démoralisation, surtout dans les secteurs indépendants, qui avaient largement participé à la campagne.

La campagne pour le vote vert a été unitaire, combative et a connu une forte participation, bien que nous pensions que quelques erreurs politiques ont été commises à cette occasion. Par exemple, on a évité de donner un contenu globalisant au vote vert, un contenu de vote de sanction contre le gouvernement, en centrant les explications sur l'aspect immoral de la "Loi de caducité" et sur les raisons éthiques d'exiger son abolition. Et surtout, l'opposition n'a pas réussi à clarifier, devant l'opinion, ce qui arrive-

rait au lendemain de la victoire. Tandis que le gouvernement, avec une campagne très puissante, essayait à la fois de brandir la menace d'un possible coup militaire et de souligner l'inutilité du vote vert, affirmant qu'en cas de victoire de ce dernier, les militaires refuseraient de comparaître devant les tribunaux, en revanche, quelques porte-parole notoires de l'opposition avaient donné des explications ambiguës. Ils avaient notamment expliqué, qu'il s'agissait de juger les militaires pour ensuite leur pardonner. Mais en tous cas, il est clair qu'on ne peut attribuer la responsabilité de la défaite à ces erreurs.

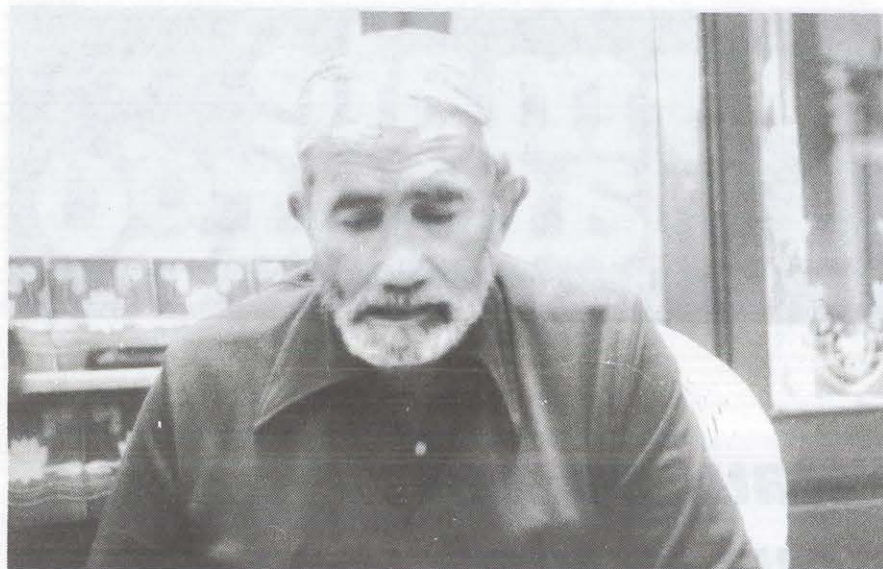
Le poids du chantage

Le chantage gouvernemental et la peur devant l'incertitude engendrée par une victoire "verte" ont sans aucun doute joué un rôle important dans la victoire du vote jaune. Mais nous croyons que la majorité du vote jaune a été un vote en faveur de la stabilité du système actuel, perçu malgré tout comme "démocratique".

Dans les conditions dans lesquelles la bataille du référendum a eu lieu, il faut accorder toute leur valeur aux plus de 800 000 voix pour le vote vert, même si elles n'ont pas suffi pour obtenir la victoire. Mais situation va être très difficile et les perspectives pour les élections de novembre prochain sont négatives. ■

Combate
27 avril 1989

1) Le Frente Amplio (FA) est un regroupement d'organisations de gauche qui tente de rompre le bipartisme traditionnel entre les deux partis de classe dominantes, Colorado et Blanco. Il regroupait à l'origine, le Parti communiste, le Parti socialiste, la Démocratie chrétienne, et une série d'organisations de gauche et de syndicalistes indépendants qui se trouvent au sein de la Gauche indépendante. En décembre 1988, le Parti de la démocratie chrétienne (PDC) a quitté le FA, et plus récemment, le Parti pour un gouvernement du peuple (PGP) en a fait de même. En revanche, le MLN-T et le PST, dont l'adhésion avait été refusée jusqu'à lors, seront intégrés dans le FA, mais sous certaines conditions particulières.



Hommage à Raul Sendic

LE DIRIGEANT REVOLUTIONNAIRE uruguayen Raul Sendic, fondateur du Mouvement de libération nationale/Tupamaros (MLN/T), figure légendaire de toute l'extrême gauche latino-américaine, est décédé à Paris, le 28 avril 1989. Plus de 50 000 personnes ont assisté à ses funérailles, le 6 mai, à Montevideo. La IVe Internationale, à travers sa section uruguayenne, le Parti socialiste des travailleurs (PST), ses sections latino-américaines et le Secrétariat unifié, s'est associée à cet hommage au camarade Sendic. Peu de temps après cette manifestation massive, le gouvernement a décidé de reconnaître le MLN/T comme parti légal, et l'autoriser à participer aux prochaines élections.

**Janette HABEL
Michael LÉWY**

RAUL SENDIC avait un passé de dirigeant syndical et une longue expérience de luttes paysannes. Ses premières expériences d'organisation syndicale rurale datent des années 50, avant même la victoire de la révolution cubaine. Dès 1954, il participe à des occupations de terre ; en 1955, il prend part à la marche des travailleurs du riz ; en 1957, il organise les cultivateurs de betteraves ; en 1958, il se consacre à la mobilisation des coupeurs de canne à sucre et fonde l'UTAA, syndicat combatif de lutte de classe au cœur des latifundia sucriers, qui s'oppose aux syndicats jaunes et impulse la première marche de la faim, qui parviendra à Montevideo en 1962. Il lutte pour imposer aux grands propriétaires fonciers la journée de huit heures pour les ouvriers agricoles et le respect de la législation du travail. Désormais, les

marches de la faim des ouvriers du sucre se feront aux cris de : *"pour la terre, avec Sendic"*.

Fondateur des "Tupas"

C'est de cette tradition paysanne, de cette organisation syndicale, de ces luttes de masse à caractère prolétarien qu'est issu Raul Sendic. Au début, militant du Parti socialiste uruguayen, Raul va progressivement acquérir la conviction, avec d'autres militants d'origine communiste, anarchiste, chrétienne qu'il faut construire une nouvelle organisation révolutionnaire face à la sclérose réformatrice des organisations traditionnelles. C'est ainsi que va naître le MLN/Tupamaros, les "Tupas". L'influence de la révolution cubaine sera déterminante dans ce processus ; la guerre du Vietnam, les effets de la polémique sino-soviétique influenceront la réflexion des "Tupas".

Eleuterio Huidobro, compagnon de

longue date de Sendic, a raconté les hésitations de nombreux groupes de jeunes, leurs espoirs déçus, leur lassitude face à la division des organisations traditionnelles, et leur rupture finale, arrachant la photo du Che dans la Sierra Maestra du mur d'un local, en déclarant *"toi, tu pars avec nous!"*. Les Tupamaros garderont toujours une très grande autonomie à l'égard du mouvement communiste officiel, y compris à l'égard du castisme dont ils ne seront jamais dépendants. Ils adopteront d'ailleurs une tactique de lutte armée centrée sur la propagande armée et les actions exemplaires dans les villes, s'adressant d'abord aux travailleurs urbains, et ce, en contradiction avec le credo alors dominant de la guerrilla rurale. Fondé en 1962, le MLN-Tupamaros sera pendant dix ans (jusqu'à sa défaite en 1972) l'un des mouvements de guérilla urbaine les plus prestigieux et les plus expérimentés qu'ait connus l'Amérique latine, face à une armée progressivement modernisée et conseillée par les mercenaires des Services secrets américains, la CIA.

Cependant, les formes de lutte adoptées aussi spectaculaires soient-elles ne permettaient pas l'intégration des masses à la lutte et leur organisation autonome même si elles avaient gagné la sympathie des travailleurs. Les masses assistaient en spectateurs à la guerre qui opposait l'armée et une avant-garde, audacieuse mais isolée. Lors du coup d'Etat militaire, les travailleurs uruguayens feront preuve d'une résistance héroïque : la grève générale durera quinze jours. Ils témoigneront ainsi de leur volonté de lutte, mais seront battus. La dictature militaire durera plus d'une décennie.

13 ans de tortures

Arrêté une première fois en 1970, Sendic s'évade un an plus tard, avec une centaine de ses camarades, dans des conditions spectaculaires. Mais traqué par l'armée, il sera de nouveau arrêté et cette fois grièvement blessé. Il restera 13 ans en prison, dont 12 sans être jugé, victime de tortures effroyables et maintenu dans un isolement total. Il sera finalement jugé en 1984 et condamné à 45 ans de prison, puis libéré en 1985, après l'amnistie générale décrétée avec la chute de la dictature.

Les militaires ne s'en cachaient pas : *"puisque'il n'avait pas été possible de les tuer lors de leur arrestation, il fallait les rendre fous"*. Les années de supplice de Sendic et de ses camarades ont été retracées dans *"Memorias del calabozo"* (Mémoires du cachot) de Huidobro. Sendic en était sorti presque méconnaissable : *"le nez écrasé, les cheveux blancs, couvert de cicatrices"*, la voix à peine audible, mais la volonté révolutionnaire intacte.

Mais malgré leurs efforts, les militaires uruguayens n'ont pas réussi à briser Raul Sendic : quand le mouvement populaire a imposé sa libération, il a tout

de suite repris son poste de combat, à la tête du MLN-T. Sans rien avoir oublié, mais en tirant les leçons des échecs du passé, et des erreurs commises dans la conception de la lutte armée et de son rapport aux masses. Sans rien abandonner de sa visée révolutionnaire, mais en cherchant des voies nouvelles pour la lutte de libération des exploités et opprimés de son pays. A une époque où tant d'anciens rebelles des années 60 — surtout en Europe, mais aussi en Amérique latine — après avoir *"tant aimé la révolution"*, se rangent sagement dans le camp du réformisme bon-teint, Raul Sendic était un exemple de cohérence et de fidélité : fidélité à son passé, à ses compagnons tombés dans la lutte, mais aussi et surtout, à l'avenir socialiste de son peuple.

Si le mouvement contre l'amnistie des militaires assassins et tortionnaires, qu'il a beaucoup contribué à créer et animer, a été finalement vaincu, il n'en reste pas moins que presque la moitié des électeurs l'a soutenu, malgré le chantage des militaires, qui menaçaient de restaurer leur dictature si l'on essayait de juger les criminels galonnés.

En octobre 1987, Raul Sendic avait participé à un meeting de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), dédié au vingtième anniversaire de la mort du Che Guevara, où, en lui rendant hommage, il déclarait chercher *"dans cet horizon qui n'est plus aussi clair qu'il y a 20 ans"*, comment continuer le combat. Nous avions pu le rencontrer le lendemain, pour un échange de vues amical. Deux choses nous avaient alors frappés : d'une part, sa modestie, l'absence de toute prétention à détenir une vérité toute prête, la volonté tenace d'apprendre, d'étudier, de connaître les nouvelles réalités économiques ou sociales. D'autre part, son internationalisme, son intérêt authentique pour les expériences de lutte de tous les pays — non seulement en Amérique latine, mais aussi en Europe et dans le monde.

Une figure légendaire

Avec lui disparaît la dernière de ces figures légendaires qui ont levé, dans l'Amérique latine des années 60 et 70, le drapeau de la rébellion armée contre les classes dominantes et l'impérialisme : Che Guevara, Carlos Marighella, Inti Peredo, Yon Sosa, Miguel Enriquez, Roberto Santucho, Camilo Torres, Carlos Fonseca. S'il n'a pas été directement assassiné comme eux, c'est une maladie résultant des séquelles de ses longues années de prison et de torture qui l'a emporté.

Raul Sendic, ton combat continue : comme Tupac-Amaru, tu as semé des germes de révolte qui, tôt ou tard, donneront leurs fruits dans la conscience des ouvriers et des paysans, des jeunes et des femmes, des Indiens et des Noirs — en Uruguay et dans toute l'Amérique latine.

10 mai 1989



"Raul se bat pour la vie"

NOUS REPRODUISONS un article d'Eleuterio Fernandez Huidobro, un des fondateurs et membre de la direction du Mouvement de libération nationale Tupamaros (MLN-T). Cet article a été écrit avant le décès de Raul Sendic, et publié par la revue *Mate Amargo*, organe du MLN-T.

Eleuterio HUIDOBRO

JE NE SAIS PAS s'il me faut écrire une lettre ou faire une nouvelle dénonciation pour violation et destruction des Droits de l'homme. Voilà quelques jours que les médecins ont dit que Sendic est gravement malade. Au début — je dois l'avouer — je leur ai répondu sans les croire vraiment. Comment peut-il être gravement malade ? La mort devra frapper trois fois à

sa porte avant que ce canari ne lui prête attention ! Depuis des lustres la mort frappe à sa porte, et elle n'y va pas de main morte. La tête de mort avec la faux est un ange innocent, une blanche colombe, comparée aux colonels qui l'ont frappé sans résultat. Ils attendent toujours. Sans parler des hyènes des "Puits de Orletti" ou les chacals du "300 Carlos" (référence à des camps et prisons où avait été enfermé Sendic, sous la dictature, ndlr). Ceux-ci ne se sont pas limités à cogner : ils l'ont trituré avec jouissance pendant 13 ans. Ils sont ainsi arrivés à briser de la chair et des os, mais n'ont pas pu atteindre Raul. Ils n'ont pas atteint non plus Zelmar, ni El Toba (militants assassinés par la dictature, ndlr), même s'ils ont pu briser leur corps. Ces hyènes et ces chacals sont toujours à la porte, ils hurlent à la lune, les crocs casés.

Qui c'est, ce Charcot ?

Mais les jours ont passé et les médecins m'ont convaincu : la maladie de Charcot a encerclé Raul. Mais... qui c'est ce Charcot ? Qu'est-ce qu'il a à voir avec mon peuple ? Et avec Raul ? Qu'est-ce que nous lui avons fait, à ce Français ?

Le Larousse (il faut faire appel à un dictionnaire pour discuter de la vie !) donne des informations sur deux personnes qui portent ce nom : *"Charcot (Jean Martin) médecin français (1825-1893), connu pour ses intéressantes études sur les maladies nerveuses. Charcot (Jean), savant français et explorateur des régions polaires (1867-1936)."*

Ce dernier semble avoir un rapport avec Sendic. L'un est mort au début de la Révolution en Espagne. L'autre avait 23





Raul Sendic, lors du meeting de la LCR, en octobre 1987, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort du Che Guevara : "continuer le combat, dans cet horizon qui n'est plus aussi clair qu'il y a 20 ans". (DR)

ans lorsqu'il a pu lire, pour la première fois dans l'histoire du monde, "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*". Je cherche le lien. Que mes camarades et amis médecins me pardonnent, ainsi que les étudiants en médecine, les infirmiers et infirmières, que le syndicat des Médecins me pardonne, ainsi que le FUS (Fédération unitaire de la santé), d'être tellement ignare. Mais, que me reste-t-il à faire ? Dans quel syndicat, derrière quelle barricade, dans quelle révolution a été Charcot pour oser décrire la maladie qui menace la vie de Sendic ?

Compagnon de toutes les luttes

Mon compagnon de toutes les luttes, où il a offert généreusement sa vie à celui qui voudrait la prendre, fini par être menacé de mort par cette saloperie de maladie de Charcot...

Je vais ouvrir une parenthèse. Voilà quelques jours que dans un débat de Forum, Enrique Alonso m'a demandé si j'étais d'accord avec le fait que les communistes seraient le cerveau de la gauche et les Tupamaros le cœur... Je m'arrête là, je sens que je suis en train de faire un papier sentimental, et je ne veux pas. Maintenant, je pense que j'aurai aimé lui répondre que, si on pouvait choisir, j'aimerais que les Tupamaros, comme les communistes, comme les socialistes, comme les chrétiens, comme les anars, comme les trotsks, comme les indépendants, comme les militants de la gauche du Parti Blanco et du Parti Colorado devraient être, et aimeraient être les "billes" (que les camarades femmes lisent les ovaires) de la gauche, [tel que dans le texte, nldr] et en tout cas, "en

avoir" ! Cet endroit de l'Epiphanie, où se rencontrent et meurent le cœur et le cerveau pour créer la vie et l'amour. Ce moment géographique unique où s'unissent les ailes du mauvais ange avec celles du bon.

Les vraies causes de cette maladie

Ce qui est encore pire c'est que Raul va lire mes lignes. Et c'est dur d'écrire à la fois pour les gens qui vont lire ce papier et pour le frère qui se bat pour sa vie. Que puis-je faire pour que nous traversions ensemble ce même danger ? Cette maladie en cul de sac ne laisse même pas cette chance aux milliers de camarades qui - j'en suis sûr - sauteraient à tes côtés dans cette tranchée, si c'était possible... Basta ! Car, en fin de compte, ce n'est pas une aventure pour Sendic. Une vie qui a toujours été suspendue à la corde raide de la mort, ne se laissera pas dépasser par une maladie de merde.

Les médecins me disent que l'étiologie de cette maladie reste inconnue. Je ne sais pas s'ils utilisent bien la langue. Je recours de nouveau au dictionnaire : "*Etiologie : étude des causes des choses. Partie de la médecine qui étudie les causes des maladies...*" Boff... Cette science-là ne connaît peut-être pas les causes de cette maladie, mais moi je les connais et je suis sûr que tous les médecins qui ont été persécutés, torturés, emprisonnés les connaissent. Ils pourraient faire un apport formidable à l'étiologie de la maladie de Charcot.

Je sais très bien tout ce qu'ils t'ont fait. J'ai pu lire sur ma propre chair un livre sur les causes de cette maladie.

C'est un livre difficile à trouver, je ne sais pas si Charcot avait pu le lire. Mais les Européens qui te soignent aujourd'hui ont reçu un cours magistral à Auchswitz. Pendant treize ans il s'est trouvé des gens pour t'injecter dans la moelle nerveuse l'étiologie correspondante. Treize ans de tortures : "*deux jeux olympiques et trois 'mundial' ; la crise du pétrole et la guerre du Liban, avec les massacres de Sabra et Chatila ; la révolution des oeilletons au Portugal ; l'apogée de la Trilatérale et l'échec de l'Ecole de Chicago ; le prix Cervantes pour Carpentier, Onetti et Rulfo et le prix Nobel pour García Marquez et Pérez Esquivel ; la mort de Franco et la récupération démocratique en Espagne (et ils te torturaient) ; la chute de Idi Amin, de Bokassa 1er, de Somoza, du Shah d'Iran, de Galtieri, de Rios Montt, des révolutions triomphantes en Angola, au Mozambique, en Ethiopie, en Iran, au Nicaragua, à la Gre-*

nade (et ils te torturaient) ; l'arrivée de Maradona à Barcelone et Julio Iglesias à Miami ; les assassinats de Michelini, Anouar El Sadat, monseigneur Romero, John Lennon ; la transformation de la Guyane hollandaise en Surinam et de Karol Joseph Wojtila en Jean-Paul II (et ils te torturaient) ; Brizola à Rio et Guernica en Espagne ; la disparition de Henry Miller et la réapparition de l'homme d'Orce ; des plébiscites sans appel contre la dictature uruguayenne ; la guerre des Malouines et le requiem du panaméricanisme ; des troupes soviétiques en Afghanistan et nord-américaines partout (et ils te torturaient) ; la disparition en Argentine de Haroldo Conti et de 30 000 autres ; la publication de La Guerre de la fin du monde et l'orgie de missiles pour la confirmer ; la disparition de la P-2 et l'apparition du gaz asphyxiant ; la mort de Mao, de Peron, de Makarios, de Tito, d'Agostinho Neto, de Boumédiène, de Kenyatta, de Brejnev ; la fin du syndrome du colza et l'inauguration de l'immunodéficience (et ils te torturaient) ; la mort de Neruda, d'Ingrid Bergman, de René Clair, de Carpentier, de Buñuel ; la crise polonaise, la crise centro-américaine, la crise du Tchad ; la deuxième génération de casseroles chiliennes et la première de casseroles uruguayennes" (1).

Pendant tout ce temps-là, selon les mots de ce brave Benedetti quand il parlait de toi, dans les citernes des états-majors couvait pour tes pauvres os l'étiologie complète et détaillée de la maladie qui te tient aujourd'hui entre la vie et la mort. Et comme si l'histoire avait préparé le coup, la bataille que tu livres se

1) Citation d'un texte rédigé en hommage à Sendic, par le poète uruguayen Benedetti.

déroule en même temps [il s'agit de la bataille pour le référendum, ndlr] que nous, ton peuple, nous en livrons une contre la peste elle-même... Car, en fin de compte, tu es, encore une fois, un symbole vivant et souffrant de ce qu'a été et de ce qu'a fait la dictature.

Tes bourreaux n'ont pas été jugés

Ta bataille est celle que nous livrons tous. Tu ne pourras pas voter le 16 avril. Nous donnerons cet avantage à l'injustice, mais ils n'auront pas l'avantage de ton absence. Tu seras à nos côtés, comme toujours, ton exemple multipliera nos forces. La meilleure solidarité que nous puissions te montrer c'est de te promettre de nous battre bien.

Tes bourreaux, qui n'ont pas été jugés et rejugés comme toi, eux, pourront

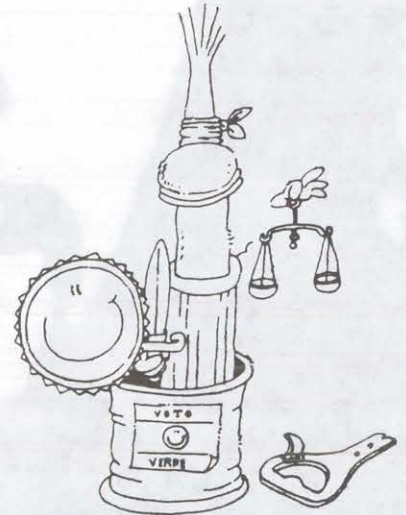
voter. Ils disposent d'un assistant domestique vice-présidentiel pour les tâches les plus honteuses et humiliantes. Mais près de toi il y aura des mains rugueuses et propres, car le destin a encore voulu que lors de l'heure décisive tu sois la preuve et le plaidoyer irréfutable, comme les mères des disparus, les grands-mères des enfants et les autres camarades gravement blessés par la torture. C'est un plaidoyer généreux de la cause pour le vert de l'espérance de la bataille du 16 avril (référence au bulletin vert utilisé lors du récent référendum en Uruguay, ndlr).

Tu gagneras, sois-en sûr.

Au nom de tous les autres brigadistes je t'embrasse.

La patrie sera à tous.

Mate Amargo
5 mars 1989



Le dernier article de Raul Sendic

JUSQU'A sa mort, Raul Sendic continuait à travailler, notamment sur la question de la dette extérieure en Amérique latine, et envoyait des contributions à Mate Amargo, l'hebdomadaire de son organisation. Nous publions ci-dessous le dernier article du camarade Sendic, publié le 20 avril 1989, une semaine avant son décès.

Raul SENDIC

S I TU NE payes pas, ils diminuent la dette de 95%, si tu payes de 30%. L'idée était avancée depuis longtemps, mais les événements du Venezuela lui ont donné une nouvelle impulsion.

D'abord ce fut une initiative du président français, Mitterrand, proposant d'abolir une partie de la dette des pays les plus opprimés par ce fléau. Puis apparut un surprenant plan Brady, émis par un gouvernement qui, jusqu'il y a peu, avec Reagan, avait proclamé qu'il était impossible de renoncer, ne serait-ce qu'à un centime de cette dette. Aujourd'hui c'est la réunion du dénommé Groupe des sept (Etats-Unis, Japon, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie et Canada) qui propose une baisse de la dette pour les pays "qui

s'engagent à faire des réformes économiques substantielles".

Nous savons ce que cela signifie, quand la surveillance de cette opération est confiée au Fonds monétaire international (FMI). A son tour, le FMI garantit aux banques qui acceptent la remise, au moins le paiement des intérêts de la part des pays qui se soumettent à ses directives.

Mais, précisément, une partie du plan Brady se réfère à une autre façon de réduire la dette qui met en évidence tout ce qu'a de fictif cette réduction "généreuse" que font ostensiblement miroiter les gouvernements et les banques (et qui selon ces derniers, pourrait atteindre jusqu'à 30% de la dette nominale). Cette seconde forte diminution consiste à per-

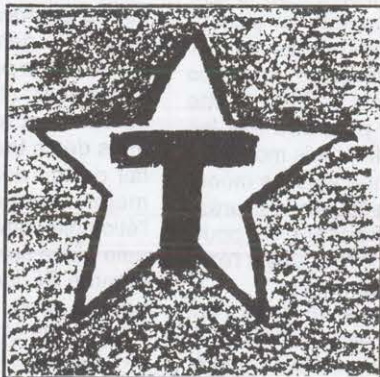
mettre aux pays débiteurs de racheter eux-mêmes leurs dettes respectives sur le marché parallèle, là où ceux qui ont le plus à payer, le Chili et l'Uruguay, ont déjà obtenu une diminution plus importante que celle qui est promise. Dans le cas de ces deux pays il s'agit de plus de 40%. Et celles des autres pays d'Amérique latine qui n'ont pas de président aussi serviles que Pinochet et Sanguinetti, ont beaucoup moins à payer. Certains d'entre eux pourraient même se libérer de leur dette en ne payant que moins de 10% de sa valeur nominale.

Obligation éternelle

Jusqu'à présent, seule une entreprise privée pouvait racheter la dette et il était défendu de la revendre directement au gouvernement débiteur. De plus, un consentement de la part des autres banques créancières était requis pour cette opération (pourquoi les créanciers peuvent-ils s'associer et pas les pays débiteurs?). La proposition du plan Brady est de suspendre, pour trois ans, ces exigences préalables et de permettre la vente directe aux gouvernements, sans nécessité de consulter les autres banques. Cela permettrait que les pays qui prennent une position digne vis-à-vis de cette vaste escroquerie, puissent la racheter non pas avec 30% de réduction, mais bien avec 90% dans certains cas. Dans des pays comme l'Uruguay et le Chili, il serait question, étant donné leur bonne conduite avec le FMI, d'une baisse de 30%, mais assortie de l'obligation de payer éternellement les intérêts pour le restant.

Il ne reste plus qu'à déplorer que dans cette approche de la dette externe de l'Uruguay, l'opposition ait une certaine responsabilité, car elle n'a pas mené une campagne unanime contre son paiement, comme cela s'est passé dans presque tous les pays d'Amérique latine.

Mate Amargo
20 avril 1989





UNION SOVIÉTIQUE

Massacre en Géorgie

LE MASSACRE de Tbilissi, du 6 avril, qui a fait officiellement 20 morts, est venu clairement embarrasser et inquiéter la direction Gorbatchev, tant en Union soviétique qu'à l'extérieur. La censure soviétique a d'ailleurs interdit rapidement à l'hebdomadaire Ogoniok de publier le reportage qu'il a réalisé sur place, et qui contenait des révélations sur les "instructions secrètes" adressées aux forces de répression, par le commandant des forces spéciales. Moscou a rapidement renoncé à ses menaces terrifiantes de reprise en main musclée de la situation, pour adopter un discours mielleux sur la nécessité de nouvelles méthodes plus démocratiques pour traiter les problèmes causés par les "excès" des forces de sécurité.

Gerry FOLEY

L NE PEUT y avoir aucun doute sur l'objectif réel de ces massacres. Les scènes filmées par un dissident géorgien montrent clairement un déploiement extrême des forces de répression, une rangée de tanks s'avancant sur les manifestants confinés à un espace réduit, et lançant des grenades de gaz toxique. Les effets ont dû en être terribles.

La version originale des autorités était que les manifestants s'étaient enfuis dans la panique et qu'ils étaient par conséquent eux-mêmes responsables du nombre élevé de morts dans leurs rangs. Les images filmées rendent cette thèse insoutenable. S'il y avait eu une débâcle, la charge des militaires armés de pied en cap pourrait fort bien en être responsable. Asperger la foule avec des gaz asphyxiant dans un espace confiné peut, en soi, créer la panique. Aujourd'hui, les autorités soviétiques elles-mêmes ont admis qu'ont été utilisés des gaz nocifs qui peuvent avoir un effet à long terme sur ceux qui y ont été exposés.

Le message muet des tanks

Immédiatement après le massacre de Tbilissi, des tanks ont été envoyés dans les rues des capitales des républiques baltes, semant la panique parmi la population. Cela se passait seulement deux semaines après les élections qui ont donné la majorité aux Fronts démocratiques nationaux baltes.

Ce message muet véhiculé par les tanks a été explicité par la *Pravda* du 11 avril. L'éditorial était une bordée d'attaques contre les "abus" de la *perestroïka*. Il reprenait les événements de Géorgie,

mais seulement à moitié. Le feu était concentré sur les "groupuscules hétéroclites qui, alors qu'ils se présentent eux-mêmes comme des champions de la *perestroïka*, en sont, en fait, des adversaires sans vergogne". Cet éditorial faisait l'apologie d'une nouvelle loi, dont le texte était également imprimé en première page.

Il faut noter que cette nouvelle législation rend illégales "les actions délibérées destinées à soulever des antagonismes ou des conflits nationaux ou raciaux, à rabaisser la dignité et l'honneur nationaux, ou à limiter les prérogatives directes ou indirectes des citoyens sur la base de leur race ou de leur nationalité". Ces actes sont punis de dix ans de prison. De plus, cette loi rend illégal le fait "d'insulter ou de discréditer" les organes officiels et leurs représentants.

Une législation de chasse aux sorcières

Cette législation extrêmement vague pourrait être utilisée pour réprimer toute critique des autorités soviétiques et, en particulier, tout mouvement contre l'oppression nationale. Il faut se rappeler que même le sentiment d'orgueil, exprimé dans la presse en langue du Khazakstan, qui voyait des écoles pleines d'enfants "aux yeux noirs" a été dénoncé comme "raciste" par la presse soviétique centrale. En particulier, les protestations contre la russification dans les républiques baltes ont été dénoncées comme des attaques contre les droits des Russes qui sont venus dans ces petits pays après leur incorporation forcée à l'Union soviétique.

Cette législation autorisant une éventuelle chasse aux sorcières était défendue par une référence explicite à la législation réactionnaire des pays capitalistes : "tous les pays ont des normes légales pour défendre leur système. Par exemple, aux Etats-Unis, pour les crimes contre l'Etat, la loi prévoit des amendes de 20 000 dollars ou des peines de prison de 20 ans. En Espagne, quiconque porte délibérément atteinte à l'autorité ou au pouvoir gouvernemental, qui émet ou propage des rumeurs fausses, déformées ou tendancieuses, ou rapporte ou accomplit une action destinée à de tels objectifs est passible de six à douze ans de prison et de la privation de tous les droits civiques".

Le ton officiel changea avec la publication du discours du ministre des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze au plénum du 14 août du Parti communiste de Géorgie, dans la *Pravda* du 16 avril. Il était construit dans des termes hypocrites tels que ceux qu'affectionne le gouvernement conservateur britannique en particulier. Peut-être les "restructurateurs" du gouvernement soviétique les considèrent-ils comme des modèles démocratiques, tout aussi "valables" que les "lois sur la sécurité de l'Etat" des Etats-Unis ou du franquisme tardif en Espagne.

Le ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev a déclaré que "rien, ni personne ne pourrait justifier la mort de personnes innocentes". Il continua en expliquant que le monde "met tant d'espoirs dans la perestroïka que personne ne peut rester indifférent à ce qui peut la menacer, ni de la part de gens irresponsables qui interprètent la démocratisation et la glasnost trop librement, ni de celle de ceux qui ont occupé diverses responsabilités et sont incapables de rompre avec les principes erronés du passé".

Chevarnadze le démagogue

Chevarnadze fit porter la responsabilité des victimes enfantines sur les adultes qui ont exploité leur inexpérience pour les mobiliser dans les protestations. La responsabilité du massacre a été mise au compte des autorités de la république qui sont supposées avoir fait appel à l'armée. Faute qui a été rachetée par "l'exemple moral" donné par la démission du secrétaire géorgien du parti, Patsiashvili.

Le fait demeure que ce massacre a été exécuté par les troupes de l'Union soviétique. En fait, il y a eu des rumeurs de conflits entre elles et la police géorgienne. Et les révélations sur l'utilisation de gaz empoisonné sont venues du ministre de la Santé de Géorgie. En même temps, la direction centrale du parti a pris quelques fortes mesures pour soutenir le parti de l'Arménie voisine et en particulier pour le renforcer contre les pressions nationalistes.

Il ne fait pas de doute qu'il faudra longtemps pour démêler une situation confuse en Géorgie. Mais deux points apparaissent déjà clairement. Tout d'abord, alors que la direction Gorbatchev est prête à frapper de toutes ses forces pour éviter que la perestroïka ne lui échappe, elle ne peut se permettre de perdre son image libérale. Ensuite, la tentative de passer de la terreur ouverte à des moyens politiques pour conserver le contrôle de la situation, fait peser une pression formidable sur les niveaux intermédiaires et inférieurs de la bureaucratie.

S'ils cèdent trop aux pressions locales, ils sont condamnés et il en est de même s'ils ne donnent pas assez et pas à temps. Ces risques minent très rapidement l'instrument essentiel du pouvoir de la bureaucratie.

30 avril 1989



"Etre père, à temps plein"

LA SITUATION DES FEMMES, dans l'Union soviétique à l'heure de la perestroïka, est rarement abordée dans la multitude d'analyses sur ce pays. L'unique étude publiée sur la situation de la femme en URSS est l'œuvre d'Olga Alexandrovna Voronina, 30 ans, philosophe à l'Académie des sciences de l'URSS. Un groupe informel de jeunes scientifiques, qui comprend deux économistes, une historienne, une sociologue et une psychologue s'est récemment constitué autour de ce thème. Nous publions ci-dessous, un entretien avec Olga Voronina, publié dans la revue italienne *Il Bimestrial* (1).

L BIMESTRIAL : *Olga Alexandrovna, vous les Russes, vous êtes les femmes les plus émancipées depuis le plus longtemps dans le monde ! Droits égaux, lois égalitaires, protection de la maternité, liberté de l'avortement, travail pour toutes, vous représentez la majorité des employés dans des secteurs entiers, de la santé à l'école. Partout, on voit plus de femmes que d'hommes. Que pense de sa situation la citoyenne soviétique hyper-émancipée ?*

Olga VORONINA : Dites à l'une d'entre nous "mais vous êtes émancipées" et vous verrez si elle ne s'arrache pas les cheveux ! Si je dis à mes amies qu'en Occident on nous considère avec intérêt, elles rétorquent : "Aide-moi à obtenir un visa pour l'étranger, j'ai justement une splendide conférence, toute prête, sur le thème intitulée "Ma journée, minute par minute". Voici donc concrètement la vie quotidienne de la Soviétique. Huit heures de travail à l'extérieur et huit heures de travail à la maison. A partir des quelques rares études sérieuses sur nos conditions, il ressort qu'aujourd'hui, 40 heures par semaine sont consacrées au travail domestique et 41 heures au travail à l'extérieur". Et le travail domestique est rendu extrêmement fatigant étant donné le désastre de l'approvisionnement, les queues sans fin, le manque d'infrastructures sociales et leur dysfonctionnement.

Il y a 70 ans, nous avons été à l'avant-garde dans beaucoup de domaines. Le "nouveau", le "moderne", c'était nous. Maintenant, sur les mêmes questions, on se trouve en retard comparativement à d'autres pays. Il y a quelques jours encore, je relisais les textes de

Kollontaï. Pour elle, la discrimination à l'encontre de la femme aurait dû se résoudre avec son indépendance économique et l'égalité des droits. Lénine pensait la même chose. Encore aujourd'hui, on pense de même. Mais la question de la femme a été réduite essentiellement à une facette du problème : celui du travail. C'est une gigantesque simplification qui a empêché un réel débat sur la contradiction homme/femme.



■ Vous voulez dire que la thématique féministe n'a pas été réellement abordée ?

— Je veux dire la chose suivante : le grand problème est que personne, ni homme, ni femme, n'a pensé qu'avec la Révolution devaient aussi changer les rapports inter-personnels, qu'il fallait en développer une nouvelle approche et, avant tout, les relations entre hommes et femmes dans une société qui passait d'une forme concrète et réelle d'esclavage à l'indépendance.

Dans les années qui firent immédiatement suite à la Révolution, les hommes se sont sentis libres, mais aucun ne s'est demandé ce qu'il conviendrait de changer pour qu'une femme se sente effectivement autonome, libérée. La femme a reçu le même statut que l'homme dans le travail, mais j'insiste, seulement

1) Editée par des collaborateurs de la revue italienne de gauche, *Il Manifesto*.



dans le travail. De telle sorte que pour la femme, le poids du travail domestique est resté intact, mais qu'est venu reposer sur ses épaules un autre travail qui était devenu un droit, mais aussi une obligation sociale.

■ 70 ans après, tout est resté comme alors ?

— Oui. Au début la femme est entrée dans la sphère du travail comme une sorte de membre de l'armée de réserve de main-d'œuvre. Personne ne porte attention au développement de sa formation professionnelle et cette "non-attention" n'est pas due au hasard ; elle traduit la conviction que, quoiqu'il en soit, son véritable et principal travail, évidemment, reste celui effectué dans la famille. Je pense que, dès le début, les femmes ont senti le poids de cette contradiction.

■ Donc, quand Gorbatchev parle d'un retour au foyer, n'exprime-t-il pas une revendication, un besoin ?

— Non, je crois que cette proposition évite la question des revendications légitimes des femmes qui travaillent. Quand j'en rencontre une, elle me dit : "regarde quelle vie je mène. Je me lève à l'aube, je prépare le petit déjeuner pour les enfants et le mari, puis je cours amener les gamins à l'école, puis je cours pour faire 40 minutes ou 1 heure de métro ou d'autobus pour aller au travail, puis je fais la queue pour les achats, puis je vais reprendre les enfants, puis je prépare le repas du soir, puis je mets les petits au lit, puis je raccommode et je repasse... De cette vie-là, je n'en veux pas". J'ajoute que la majorité d'entre elles effectue un travail physiquement pénible. Il est évident que si on lui offre de retourner à la maison, elle sera tentée, dans un premier temps, par la proposition !

Pourtant, si on lui fait observer : "Qu'est-ce qui changerait si au lieu de raccommode la nuit, tu le faisais l'après-midi ; si au lieu de faire la queue pour les pommes de terre à 18 heures, tu la faisais à 10 heures ; si tu devais t'occuper de tes gamins tout l'après-midi à la maison ? Certes, tu récupérerais quelques heures de sommeil, mais ta vie ne changerait pas. En plus, tu dépendrais de l'homme pour l'argent. S'il arrive à la maison saoul, tu devrais te taire, il se sentirait le patron et, s'il te quitte ou si tu reste seule, qu'est-ce qu'il te resterait ? Une paire de gamins et aucun revenu". Alors, cette femme répondrait : "C'est vrai ce n'est pas une solution."

Personnellement, je pense que la seule issue est un changement radical de l'organisation sociale. Mais ce n'est

pas à cela que pense l'Etat lorsqu'il propose aux femmes de retourner au foyer.

■ Vous croyez qu'il le faut pour se décharger sur les femmes d'une partie des services qui pèsent sur les dépenses publiques, sur le budget ?

— Il est difficile de répondre. En vérité, je crois que personne, homme ou femme, qui parle aujourd'hui du retour des femmes au foyer, n'y croit vraiment. 51% de notre force de travail sont constitués par les femmes : si elles retournaient à la maison, qu'arriverait-il ? Un désastre pour l'économie. De plus, les femmes font les travaux déqualifiés et fatiguants : est-ce que les hommes seraient prêts à les remplacer ? Les statistiques indiquent que la moitié des femmes employées effectuent un travail qui requiert la force des jambes et des bras et peu de réflexion ; ce sont les femmes qui composent le gros du personnel des chemins de fer, de l'industrie légère, de l'agriculture dans toute l'Union soviétique. Elles ont des fonctions un peu plus qualifiées, en moyenne, dans les pays baltes. Ce sont les femmes qui cultivent le coton, les pommes de terre, le blé ; qui ensèmentent et récoltent. Sur les chantiers, se sont elles qui portent le mortier sur leurs épaules. Dans les restaurants, ce sont elles qui font la plonge. Dans les services, elles ont les qualifications les plus basses. Imaginons ce qui se passerait si on les retirait de l'ensemble de ces emplois et les renvoyait à la maison. C'est un pur slogan pour tenter de capter quelques appuis momentanés.

■ Mals, avec la réforme de l'entreprise, il y aura une forte réduction de la main-d'œuvre, en partie substituée par l'utilisation des nouvelles technologies. La force de travail que l'on pense "libérer" ne serait-elle pas féminine ?

— Je pense que c'est plus compliqué, moins linéaire. Tout d'abord en ce qui concerne le travail. Quel sens ont les deux affirmations mises en relief actuellement : la première selon laquelle, on construirait actuellement la base qui devrait permettre à la femme de faire une carrière et, la seconde, qui situe son rôle naturel à la maison ? Le raisonnement véritable, mais non explicité, est le suivant : si elles doivent travailler, qu'elles prennent les postes qui leur seront offerts et qui sont encore nécessaires au développement et qu'elles restent tranquilles. Il en va de même en ce qui concerne les services sociaux : on ne les améliore pas parce qu'il est sous-entendu qu'il y a toujours, à disposition, la femme pour élever les enfants, apporter son soutien aux vieux et prendre la responsabilité de ces tâches face à la société. Cette histoire du renvoi au foyer des femmes conduit à une impasse. Elle ne résoudrait ni la crise économique, ni celle de la famille.

■ Mals, en général, qu'est-ce que les femmes préféreraient ?

— La majorité ne veut pas retourner au foyer. Il y a quelques mois, on a effectué un sondage et sur 100 femmes, 80% voulaient un travail et des infrastructures sociales ; 20% préféreraient retourner à la maison. Personnellement, je suis d'accord avec les premières. Développons les infrastructures sociales, résolvons les problèmes sociaux en suspens qui sont qualifiés de façon symptomatique chez nous de "problèmes de la femme" et qui, pour cette raison je suppose, sont sans cesse renvoyés aux calendes grecques.

■ N'y a-t-il pas dans le slogan "les femmes au foyer" une résurgence du patriarcat ?

— Effectivement, la Russie a toujours été marquée par le patriarcat. Avant la Révolution, 80% du pays était paysan avec la culture et les stéréotypes qui y sont attachés. La Révolution s'est abattue comme une tempête sur cette conscience collective. Ainsi, dans les années 20, il n'existait pas une véritable et effective poussée féministe, mais il y avait une mise en avant des valeurs féministes et un recul des stéréotypes les plus archaïques. Durant ces années, tout exaltait la travailleuse engagée dans la construction de la nouvelle société : même la maternité passait au second plan. Prenons le roman de Fiodor Gladkov, *Le ciment*. A peine a-t-elle accouché, la femme confie son enfant à une institution et l'enfant ne réapparaît quasiment plus dans le récit ; mais cela est présenté de manière positive, pourrait-on dire. L'institution se substi-

РЕЗИНОТРЕСТ
МОСКВА
ГАЛОШИ С МАРКОЙ ТРЕУГОЛЬНИК
ГОС ТРЕСТ РЕЗИНПРОМЫШЛ
П. С. Э. С. Р.
ПРОДАЖА ВСЮДУ



tue à la vieille famille, la nouvelle génération vit en communauté, la société prend en charge l'entretien et l'éducation. La famille comme unité de consommation ne sert plus à rien. La femme noue un foulard rouge autour de la tête et s'en va construire le communisme ! Dans ce cadre, la figure du mâle fort, de la virilité s'amoindrit. Même dans l'imagerie, l'homme et la femme apparaissent égaux. Ils travaillent beaucoup et bien, ils travaillent pour le futur. Ils apparaissent comme n'exprimant pas d'autres besoins pressants, tel l'amour ou le souci de soi-même. Puis arriva la guerre qui fut terrible et bouleversa beaucoup de choses dans le reste du monde.

■ Qu'est-ce que la guerre a impliqué comme modifications par rapport à l'imagerie précédente ?

— Avec la guerre renaît le stéréotype de "l'homme véritable". Peut-être qu'il ne fut pas dominant comme il le fut aux Etats-Unis dans les années 50, mais il reprit une grande place. Bien que les femmes soient aussi allées au combat, la gloire de la défense de la patrie fut complètement accaparée par l'homme. Il redevint un héros, avec les honneurs et les reconnaissances qui en découlent. Personne ne parlait de la femme qui a fait tourner l'économie, c'est l'homme qui fut (et est) "le" protagoniste.

Avec la paix, arriveront cependant toutes les frustrations. L'économie va mal et cela coupe l'herbe sous les pieds du héros et mine son assurance. Ce qu'il gagnait ne suffisait pas à nourrir une famille ; trouver un second travail n'était pas facile, faire carrière dépendait de la volonté des autres (des décisions du Parti).

De plus, il y a un élément que personne n'a analysé mais qui a, je crois, beaucoup influé sur la psychologie de l'homme : durant la guerre, la femme avait fait l'expérience qu'elle était capable de résoudre seule les situations les plus difficiles. Avoir un homme autour d'elle n'était pas quelque chose d'indispensa-

ble. Elle avait découvert le manque d'un homme, certes, dans la sphère des sentiments, mais comment cultiver cette sphère sans être accusée de déviation bourgeoise ? Et, de plus, l'homme, de retour, veut redevenir le chef de famille. Il en découle des conflits et des frustrations. Je crois que de là provient une des raisons de l'alcoolisme répandu chez les hommes et d'une apathie sociale et familiale chez les femmes. Soumission, pourrait-on dire, au lieu d'apathie. Propension à déléguer à la société qui, elle, est mâle. La virilité est à son apogée. Aujourd'hui, on entend dire couramment que c'est l'homme qui doit commander et cela, hommes et femmes le disent.

■ Mais dans le formidable débat qui s'est ouvert, les femmes recommencent-elles à prendre la parole ? Participent-elles aux élections ? Revendiquent-elles ? Elaborent-elles des programmes ?

— Comme femmes, en tant que sujets, non. L'accent n'est pas mis, aussi peu soit-il, sur la contradiction hommes-femmes. Si les femmes participent au processus, c'est en tant que personnes intéressées, en tant qu'individus qui veulent le changement. Et, d'ailleurs, de quoi s'occupent les candidats, la presse, les réunions ? De politique, d'économie, de réforme des prix, des coopératives et de la réforme agraire. Il y a ceux qui sont pour et ceux qui sont contre la *perestroïka*. Mais pas une personne ne voit le processus avec les yeux des femmes. Les candidates aux élections y compris. Certes, il y a une différence entre conservateurs et réformateurs, dans le sens que ces derniers prennent plus souvent en compte les problèmes des services sociaux et des conditions de vie des femmes. Alors que les conservateurs les veulent au foyer. Un article extraordinaire a été publié dans la *Pravda* à la fin de ce mois de février. Tout d'abord, il m'apparut essentiellement contre les femmes qui étaient des êtres égoïstes, ne s'intéressant qu'à elles, sans senti-

ment, la cause du désastre de la famille et des jeunes. Comment peuvent-ils se permettre cela, m'étais-je exclamée, révoltée, alors que c'est sur nos épaules que pèse tout le poids des carences sociales ? Mais je continue et je lis : "La société est trop féminisée", la femme doit retourner à la maison et ne pas mettre son nez ailleurs, l'école doit être disciplinée de façon militaire en enlevant aux femmes l'enseignement, etc. C'était une vision militariste, fasciste et féodale. Elle était pleine de nostalgie pour un leader à la "poigne de fer", un Etat énergique, un pouvoir mâle. A la fin, cet article m'est apparu plus effrayant qu'une simple attaque à la dignité de la femme. Qu'on lui ait donné autant d'espace dans la *Pravda* m'a fait peur, comme m'a fait frémir la culture diffuse du retour des femmes au foyer. Je sais que, pour plusieurs années, cela ne sera pas possible, mais je ne voudrais pas qu'on aille vers une "société réformée" avec, encore, la soumission des femmes, leur exploitation, leur répression.

■ Vous insistez beaucoup sur les services sociaux. Quelle est la priorité selon vous ?

— Il peut vous paraître étrange que j'insiste autant sur les conditions dans lesquelles nous vivons. Je ne voudrais pas surestimer ce problème, mais je suis absolument certaine que si nous ne réussissons pas à les changer, rien de nouveau ne se produira pour les femmes. Je ne sais comment vous l'expliquer. Je veux que les femmes travaillent, étudient, puissent se développer dans la société, mais je voudrais aussi qu'elles puissent se retirer du travail durant certaines périodes de leur vie, par exemple quand elles ont plusieurs enfants. Aujourd'hui, elles ne le peuvent pas ; car ou il n'y a pas d'allocations familiales, ou elles ne sont versées que durant une année, et elles constituent une somme dérisoire : 35 roubles par mois.

Ecoutez, je reviens d'Asie centrale où j'ai vu des femmes avec 10 enfants contraintes de travailler entre une grosse et l'autre. De plus, il doit y avoir des garanties sur le lieu de travail. Sur le papier, celles-ci existent, mais qui les applique ? Ainsi, si une ouvrière réclame un jour de libre parce que son enfant est malade, elle sait qu'elle y a droit, mais elle ne possède pas les instruments pour le faire valoir. Dans la majeure partie des cas, le chef répond : "Non, et si tu protestes, je te licencie". Vous comprenez, ces problèmes là, il faut les résoudre.

■ Mais cela ne revient-il pas au même que le slogan "les femmes à la maison, la maternité est leur destin" ?

— Non, c'est un de leur droit et le problème n'est pas que la femme "doive" rester au foyer. Le raisonnement doit être inversé : "La femme a le droit d'être

mère à temps plein" et ceci, non pas en plus d'être la servante du mari, la nettoyeuse des escaliers, la suppléante des structures sociales manquantes. Ces droits doivent être développés de manière concrète, à partir de recherches sérieuses sur la situation de la femme dans notre pays. Jusqu'à maintenant, aucun sociologue ne l'a fait. Je cherche à le faire. Nous constituons un regroupement informel des jeunes chercheurs en sciences sociales. Mais nous aurions besoin d'un réseau sur tout le territoire qui nous permette de multiplier les entretiens, d'établir des statistiques et de faire des analyses. Les problèmes de la femme ne sont pas les mêmes à Moscou, Leningrad, Minsk, Novossibirsk, Tachkent, Alma Ata, etc. Ils exigeraient aussi des solutions différenciées. Mais nous sommes tellement peu et disposons de si peu de moyens que nous avons décidé de commencer par une provocation.

■ Quelle provocation ?

— Tout d'abord, je parlais du droit d'être mère à temps plein. Nous disons que ce droit doit être donné soit à l'homme, soit à la femme. Ils décideront ensemble qui s'absentera du travail (congé maternité) pour élever les enfants après l'accouchement ou en d'autres circonstances. Comme chez nous, l'idée que l'homme puisse raccommodeur, laver les langes ou nettoyer les enfants, est scandaleuse avant d'être utopique, nous avons proclamé publiquement que nous réclamions le droit "d'être père à temps plein" ! Au début, cela suscita quelques sourires et moqueries. Puis, on a commencé à nous écouter. La tâche la plus urgente est effectivement de changer les habitudes, la culture. Dans un pays où le terme "d'individu" possède une connotation négative, quelle connotation croyez-vous que puisse avoir celui de "femme" ?

■ **Quand vous avez dit provocation, je pensais que vous faisiez référence à la sexualité, thème jusqu'ici tabou. Votre groupe se préoccupe-t-il de ce problème ?**

— La sexualité reste un domaine clos, secret. Notre tradition a toujours étouffé la sexualité et encore aujourd'hui on n'en parle pas. On la considère comme "une chose pas propre" ; on n'en parle pas dans les écoles. Vous savez que lors d'une rencontre télévisée entre des femmes soviétiques et américaines la question a été posée : "Et en ce qui concerne les relations sexuelles, comment cela se pas-

se-t-il ?". La soviétique a répondu : "Chez nous, le sexe n'existe pas". L'interprète a traduit cela par "chez nous les problèmes relatifs à la sexualité n'existent pas". Mais la véritable formule était bien celle que j'ai rapportée.

■ **J'ai pourtant lu récemment un article sur l'éducation sexuelle de Igor Kon et j'ai vu à la télé un groupe de sexologues, psychologues et médecins parler des problèmes de couple ...**

— C'est vrai. Mais seuls les spécialistes en parlent ; la discussion se fait à un niveau strictement scientifique ; ce n'est pas un problème de culture, il ne relève pas du domaine de la personne. Les sexologues se comptent sur les doigts d'une main, il y a Sviadosh à Leningrad et Vassilenko à Moscou. Le seul qui parle précisément de la sexualité dans tous ses aspects, c'est Igor Kon. Mais vous pouvez lui demander combien de temps il lui a fallu pour publier son "Introduction à la sexologie" et à combien d'exemplaires ! Il en existe quelques copies dans les bibliothèques, mais la majeure partie des médecins n'ont jamais pu l'obtenir.

■ **Mais, entre femmes, vous en parlez ?**

— Je vous le répète, la conscience de la thématique sexuelle comme un élément important de l'individu est encore tabou. Cette culture n'existe pas. On s'en rend compte lorsque l'on tente d'en parler. Il m'est difficile d'en parler avec mes amies ou mon mari. Je me fais violence lorsque j'en parle. Je sais qu'il faudrait en parler, mais cela me gêne. Moi-même, je suis inhibée, il m'est tout simplement impensable d'en parler devant un auditoire.

■ **Sur la prostitution, j'ai lu de nombreux dossiers, très durs ...**

— Effectivement, ils sont très répressifs, mais surtout ils sont misogynes. Il y en a qui réclament le bain pour les prostituées. Il n'existe aucune étude sérieuse sur le phénomène de la prostitution, qui inclurait les femmes de tous les milieux sociaux. Peut-être que l'on peut avoir l'intuition de l'origine de la prostitution : une jeune fille qui voit la vie quotidienne de sa mère, qui pense que c'est tout ce qui l'attend et qui la refuse, peut espérer obtenir de l'argent facilement par le biais de la prostitution. D'autres, tout simplement, ne peuvent pas subvenir à leurs besoins avec ce qu'elles gagnent. Il faut aussi faire la distinction entre la prostitution pourrait-on dire interne et celle pour les étrangers. Ces dernières, on les appelle des "filles à devises" et on pense qu'elles sont liées au KGB ou à la police pour faire du trafic. Mais sur tout cela, j'en sais trop peu.

■ **Selon la revue Ogoniok, 6 millions et demi de femmes avortent en Union soviétique chaque année. Est-ce vrai ?**

— Je ne le sais pas. Il n'y a aucune statistique officielle sur les avortements. Il est probable que le chiffre donné avoisine la réalité. Trouver des données sérieuses sur cette question est très difficile et c'est une des raisons pour lesquelles nous insistons tellement sur la formation de groupes de recherches sociologiques sur la condition de la femme.

■ **Mais pourquoi y a-t-il autant d'avortements ? Quelle contraception utilisez-vous ?**

— Tout d'abord, c'est parce qu'il n'y a pas d'éducation sexuelle. Ensuite, parce que les moyens contraceptifs sont rares. Les seuls que l'on trouve de temps en temps, ce sont les diaphragmes. Et puis peu nombreux sont les couples qui peuvent vivre tranquillement un rapport sexuel dans des conditions de logement adéquat. De plus, la fréquence des rapports sexuels précoces augmente. Le nombre de jeunes filles enceintes à l'âge de 12-14 ans croît ; dans ce cas, la majorité doit avoir recours à l'avortement clandestin parce qu'il faudrait l'autorisation des parents pour avoir droit à la procédure normale.

■ **Je m'excuse de vous avoir torturée avec ces questions portant sur ce thème pour vous délicat. Je voudrais terminer en vous posant la question : vous considérez-vous comme une féministe ?**

— Cela me plairait de me définir comme féministe. Mais pour l'être vraiment, j'aurais besoin d'une autre culture. Je crois que le féminisme a besoin de conditions plus développées que celles qui existent chez nous. J'ai conscience de mon identité de femme et je vis fortement les contradictions entre hommes et femmes. Mais je suis une féministe primitive, une féministe qui demande encore un accroissement des services sociaux comme chez vous dans les années 50. On a besoin du féminisme, mais des féministes il y en a encore peu...

Propos recueillis par
Asgla Lichtstein
(traduction La Brèche)



Apartheid, perestroïka et mouvement de masse

UNE SITUATION politique et sociale nouvelle s'est peu à peu dessinée au cours des derniers mois, en Afrique du Sud. Ce tournant se profilait depuis longtemps, car le mouvement de masse, n'ayant pas su s'ouvrir de brèche dans le dispositif répressif, se trouvait dans l'incapacité de poser la question du pouvoir. Plusieurs événements ont jalonné cette lente évolution, notamment l'échec de la grève des mineurs, en août 1987 (1). Cela ne signifie pourtant pas que la conscience moyenne ait baissé. Les trois journées d'action nationale des 6, 7, et 8 juin 1988 (3 millions de grévistes) ont montré l'ampleur de la combativité en réserve (2). Même si la répression a pu empêcher nombre d'associations civiques des townships de poursuivre leurs activités, ou les a acculées à disparaître, le mouvement syndical, quant à lui, a mieux résisté, dans l'ensemble, à l'état d'urgence. Le problème est donc ailleurs.

**Peter BLUMER
et Tony ROUX**

DE NOUVEAUX défis politiques et stratégiques sont apparus et le mouvement de masse s'est alors retrouvé sans perspective politique. D'importants secteurs libéraux bourgeois ont démontré que leur recherche d'une sortie en douceur de l'apartheid s'accommodait fort bien d'une nouvelle législation du travail plus répressive, mise en place par le gouvernement au début de l'année 1989. La perspective d'une grande crise de régime favorisée par une montée de l'opposition libérale et le renforcement des pressions internationales s'est peu à peu estompée. Au contraire, le gouvernement de Pieter Botha, malgré la crise interne qui agite le Parti national (NP) au sujet de la succession du président, reprenait l'initiative politique, réprimait le mouvement de masse, en proposant simultanément des réformes structurelles. L'électorat libéral inquiet et à la recherche d'une solution modérée, votait de plus en plus pour le parti de Botha, alors qu'une partie de l'électorat afrikaner glissait pour sa part vers l'extrême droite.

De son côté, le mouvement populaire n'abordait pas cette situation dans les meilleures conditions. Il n'avait notamment pas réussi son unification au cours des années chaudes de 1984 à 1986. Le mouvement syndical, avec principalement le Congrès Sud-africain des syndicats, COSATU, démontrait une certaine capacité à centraliser les luttes et à résister à la répression. Mais le mouve-

ment des communautés, avec principalement le Front démocratique uni, UDF, connaissait des difficultés grandissantes. C'est bien sûr la répression qui explique cet affaiblissement de l'UDF : le régime s'est attaqué à l'UDF avec la conviction qu'il s'agissait de la pièce maîtresse de l'ANC (Congrès national africain) à l'intérieur du pays. Mais d'autres éléments ont contribué aux difficultés de ce mouvement. En premier lieu la manière dont l'UDF s'est avéré être un projet ambigu, combinant les caractéristiques d'un mouvement de masse à la base et une tendance à l'autonomisation des personnalités dirigeantes au sommet. Toute la période 1985-86 a vu, en effet, une très forte radicalisation dans les townships, notamment parmi la jeunesse. Ce mouvement, largement inspiré par les consignes de l'ANC, s'inscrivait peu à peu de l'idée d'une victoire à court terme. Le mot d'ordre central était alors de rendre le pays "ingouvernable". Mais, très vite, certains affirmèrent qu'il était effectivement devenu "ingouvernable" et la propagande de l'ANC mit alors l'accent sur l'émergence d'un "double pouvoir" (Voir *Inprecor* numéro 231 du 1er décembre 1986).

L'impasse

La première inquiétude apparut quand il fallut trouver un débouché à l'action de boycott scolaire. Dans les rangs mêmes de l'UDF, et bien sûr parmi les parents il devenait nécessaire de mettre un terme à un mouvement dont les objectifs paraissaient hors de portée (3). Alors apparut petit à petit le constat



que malgré l'ampleur fantastique des mobilisations populaires le rapport de forces réel ne permettait pas de poser la question du pouvoir. De nouvelles questions d'ordre stratégique se posaient que rien ne permettait de résoudre avec les moyens du moment : le contrôle ouvrier dans les entreprises, la question de la violence révolutionnaire de masse, le monolithisme de l'appareil de répression, etc.

A posteriori, il est plus facile de saisir ce qu'a été la stratégie de la principale organisation de libération, l'ANC. Le Congrès avait un projet combiné : pousser le mouvement de masse le plus loin possible et l'articuler à une pression grandissante de l'opposition libérale. Une crise de régime était ainsi attendue qui faciliterait une réorganisation de tout le système avec l'aide de diverses interventions politiques étrangères. Les sommets dirigeants de l'UDF étaient ainsi utilisés principalement pour créer un pont vers les milieux libéraux et occidentaux (Voir *Inprecor* numéro 207, du 18 novembre 1985). Cette stratégie n'a pas fonctionné dans la mesure où le centre du libéralisme blanc en Afrique du Sud n'est pas composé de démocrates petits-bourgeois mais de véritables capitalistes. Le mouvement de masse paraissait suffisamment fort, d'ailleurs, pour que ces milieux craignent une dynamique sociale incontrôlée.

Un front unique à sens unique

Le second problème qui émergea fut celui de l'unité. Deux questions se posent simultanément dans ce pays : d'abord celle de l'unité de la classe ouvrière et des masses déshéritées, puis celle des alliances tactiques avec des secteurs bourgeois et petits-bourgeois, noirs ou blancs. Or la politique qui a été suivie par l'UDF, et donc par l'ANC, n'a pas été celle-là. En vérité, la Charte de la liberté a été utilisée comme un symbole de ralliement autour de l'ANC pour une politique "unitaire" très spécifique. Il ne s'agissait pas de rassembler le gros de la classe ouvrière et de poser parallèle-

1) Voir *Inprecor* numéro 249, du 21 septembre 1987.

2) Voir *Inprecor* numéro 269, du 4 juillet 1988.

3) Le boycott scolaire, en 1985, a été le principal point d'affrontement physique entre le mouvement de masse et le pouvoir. Parmi les scolaires, le mot d'ordre populaire était alors : "pas d'éducation avant la libération". Voir *Inprecor* numéro 207, du 18 novembre 1985 et 219, du 12 mai 1986.

ment la question des alliances avec d'autres secteurs sociaux. Il s'agissait, au contraire, de découper verticalement un secteur prolétarien pour l'incorporer à un front chartiste plus large. Une telle tactique ne profita pas à l'unité du mouvement syndical. Au contraire, plus la Charte était formellement adoptée par une partie du mouvement ouvrier et plus celui-ci se divisait. L'objectif de l'ANC était principalement d'arrimer le mouvement syndical à sa stratégie. Dès lors, le débat sur le contenu même de la Charte ne pouvait être mené sereinement (Voir *Inprecor* numéro 232, du 15 décembre 1986). D'autres secteurs syndicaux souhaitaient, cependant, débattre du fond d'un programme rédigé il y a plus de trente ans avant même que n'apparaisse l'actuel mouvement ouvrier sud-africain.

Division du mouvement syndical

On sait qu'en 1985, à la fondation du COSATU, une partie du syndicalisme issu de la Conscience noire, se retrouvait en dehors du processus d'unification syndicale et forma par la suite le Congrès national sud-africain des syndicats, NACTU (Voir *Inprecor* numéro 213, du 17 février 1986). A cette époque, le COSATU était le résultat d'un front unique *de facto*, tout à fait particulier, entre le courant chartiste et la gauche syndicale, notamment issue de la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU). Cette unité était justifiée de plusieurs points de vue pour la gauche syndicale. Le premier, c'était la reconnaissance de la force et de l'impact de l'ANC dans les *townships* noirs, où la gauche syndicale elle-même était peu ou pas organisée. Le second était le pronostic qu'à terme, en dehors du courant chartiste et de la gauche syndicale, les autres courants politiques et syndicaux allaient peu à peu disparaître. Il fallait donc privilégier une unité pratique, immédiate, avec la seule force "réelle".

En ce qui concerne le courant ANC, il s'agissait d'un virage important : après

plusieurs années de dénonciation de la gauche syndicale, il prenait la décision d'une coexistence conflictuelle avec elle, au sein du COSATU. Ce "front unique" privilégié entraîna par la suite l'acceptation tactique par la gauche syndicale de la Charte de la liberté comme programme de revendications élémentaires (4) et l'acceptation d'un axe UDF-COSATU pour les grandes campagnes de masse.

Le choix de la gauche syndicale

Le scénario qui s'ensuivit ne fut pourtant pas celui prévu. Il y eut d'abord des conflits assez sévères entre les alliés notamment sur des questions touchant à la démocratie interne. Ensuite, la gauche syndicale privilégiant ainsi ses rapports avec le courant chartiste, n'offrit aucun débat ni proposition aux autres, notamment aux petites organisations de la gauche politique et aux courants syndicaux minoritaires regroupés dans le NACTU. Le "front unique" réalisé au sommet du COSATU finit par apparaître comme sectaire (5) à l'extérieur de cette centrale. Un certain espace était laissé à tous ceux qui n'en acceptaient pas les modalités. Le NACTU connut ainsi une croissance dans certaines industries et la gauche politique, loin de disparaître, continua à exister et à intervenir. L'axe UDF-COSATU ne réussissait pas à unifier l'ensemble du mouvement de masse sous sa bannière. Et surtout, il ne parvenait pas à rassembler toute l'avant-garde.

Ce choix politique de la gauche syndicale se faisait pourtant au nom d'un projet non-sectaire. Il lui fallait en effet s'adresser de toute manière au secteur le plus important du mouvement de libération et trouver un *modus vivendi* avec l'ANC. Mais, de cette priorité, elle tirait parfois une vision assez unilatérale des tâches de l'heure.

D'autant que si cette unité-là était possible (6) c'est qu'une conjoncture particulière le permettait : l'ampleur du mouvement de masse, sa radicalité mais aussi l'absence d'implantation de la gauche syndicale dans les *townships*, alors que le courant chartiste était lui-même encore faible dans les grands secteurs syndicaux. La période était à la montée des conflits de classes. Les enjeux étaient considérables et imposaient aux deux grandes composantes du mouvement de masse une certaine *realpolitik*.

Mais aujourd'hui tout ce montage est évidemment compromis. Non seulement le mouvement de masse recule et les rapports de force se détériorent, mais le contexte international a, lui aussi, changé ! La *perestroïka*, les pressions pour une négociation et les débats au sein de l'ANC lui-même vont modifier substantiellement les conditions qui avaient présidé à ce "front unique" particulier. Dans ce contexte moins favorable, alors que le mouvement syndical apparaît comme

le noyau dur de la résistance noire, les pressions de la base syndicale poussent à une unité ouvrière accrue. L'ANC et le PC sud-africain eux-mêmes affirment que la Charte de la liberté n'est plus un critère décisif de l'unité syndicale. Dans leurs écrits récents ils s'ouvrent à la perspective de discussions avec le NACTU.

Proposé par une partie du COSATU, voici quelques mois, un "sommet ouvrier" s'est tenu au mois de mars. Convoqué, à l'origine, pour définir la stratégie syndicale contre la nouvelle législation du travail et poser un jalon de l'unité entre le COSATU et le NACTU, le "sommet" a regroupé 700 délégués ouvriers représentant 40 syndicats, totalisant plus d'un million de travailleurs. Il a été conçu comme une conférence de dirigeants ouvriers du rang, sans les permanents. Il a témoigné d'un profond désir d'unité ouvrière mais aussi d'unité de l'avant-garde ouvrière, et il a ouvert une discussion sur la question du programme politique de la classe ouvrière. Mais tout ne fut pas serein, ni dans la préparation du "sommet" ni dans sa convocation finale. L'enjeu était d'importance et constituait un test pour tous les courants intervenant dans le mouvement syndical. Alors que la direction du NACTU avait été très offensive au début de sa préparation, elle a ensuite commis une série d'erreurs montrant les difficultés qu'elle rencontre pour mener une politique de front unique dans toute sa complexité. Finalement ce n'est pas le NACTU en tant que tel, qui a participé au "sommet", mais onze de ses syndicats de branche, parmi les plus représentatifs (7).

Le "sommet"

Malgré ces péripéties le "sommet" est un premier test positif : un plan d'action contre les dispositions législatives réduisant le droit de grève (Voir *Inprecor* numéro 265, du 9 mai 1988) a été adopté avec la possibilité d'une action d'ampleur nationale pour le second semestre de l'année.

Mais le "sommet" montre aussi qu'un grand retard a été pris dans le processus d'unité ouvrière. L'intermède du "front unique" privilégié, au sommet du COSATU, a approfondi les ressentiments et les méfiances. Loin de clarifier le champ politique, il l'a rendu confus.

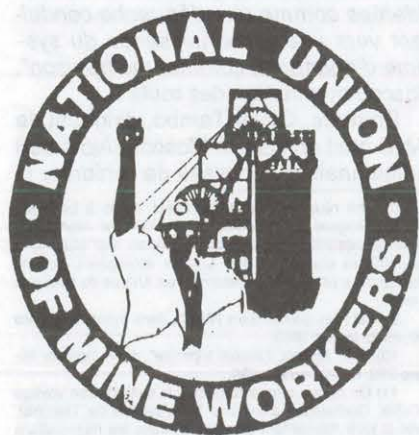
Du côté de l'ANC les difficultés stratégiques mentionnées plus haut ont provoqué un débat, aujourd'hui public. Outre l'évidente discussion autour de la *perestroïka*, celle du retour sur l'histoire et les pressions grandissantes venant de Moscou pour un compromis négocié, le

4) Ces débats, cependant, devaient aboutir à la scission de l'un des principaux syndicats du COSATU, celui du commerce, le CCAWUSA.

5) Le problème des invitations et des exclusives aux initiatives "unitaires" se posa en permanence. La dernière fois en date fut celle de la conférence anti-apartheid, prévue en octobre 1988, et finalement interdite par le pouvoir.

6) L'ANC et le Parti communiste (PCSA) continuaient à dénoncer tous les "ouvriéristes" qui, selon eux, se réclamaient d'une perspective socialiste immédiate.

7) Seize syndicats indépendants s'y trouvaient également.



Congrès est maintenant traversé par un débat public sur le bilan de la "lutte armée" et sur les objectifs mêmes de sa stratégie. Sur la lancée des illusions créées en 1985 et 1986, des cadres du mouvement semblent théoriser une orientation plus ou moins *insurrectionnaliste*, et tirent un bilan critique de la manière dont la lutte armée n'a été en réalité qu'une propagande armée.

L'un des personnages en vue défendant cette position, n'est autre que Ronnie Kasrils, dirigeant de l'*Umkhonto we Sizwe* (souvent désigné sous le sigle MK), l'aile armée de l'ANC, et membre de la direction de cette organisation. Dans un article de *Sechaba*, Kasrils insiste sur la nécessité de fixer réellement la prise du pouvoir comme objectif de la lutte armée et de renforcer le travail clandestin du mouvement pour constituer une "armée révolutionnaire". A l'inverse certains protagonistes du débat lui reprochent, non sans quelque raison semble-t-il, de négliger les formes concrètes d'expression du mouvement de masse et de privilégier par trop le facteur militaire.

Projets de compromis

Mais, à l'inverse, les positions qui lui sont opposées insistent fortement sur la possibilité ou la nécessité de parvenir à un compromis sur les institutions *post-apartheid*, étant donné les impasses actuelles et la dégradation du rapport de forces. L'article qui va le plus loin en ce sens est, à cette heure, celui publié dans le numéro de janvier 1989 de *Sechaba*, sous le pseudonyme de *Theresa*. Pour la première fois y est abordé le problème des contours possibles d'un tel compromis. L'article explique qu'il sera peut-être nécessaire d'accepter une étape intermédiaire et de continuer la lutte sous des formes pacifiques. Les négociations sont présentées comme permettant d'élargir les possibilités démocratiques. Et l'auteur conclut en écrivant, "une approche décentralisée refléterait également (...) d'une manière plus adéquate, la nature de la question nationale en Afrique du Sud. Une telle conception, propagée par le mouvement de libération nationale dirigé par l'ANC, servirait à isoler les couches les plus réactionnaires dans la population blanche, ainsi que les éléments les plus corrompus de la communauté noire. Un compromis sur ces points représenterait une sorte de phase de transition dans le cadre de la lutte de libération nationale. Cela constituerait également une base favorable à de futurs progrès sur une ligne pacifique" (8).

Joe Slovo, le secrétaire général du Parti communiste, a, pour sa part, produit un long article sur la révolution sud-africaine, qui a été largement traduit et diffusé dans le monde entier. Dans ce document, il critique ouvertement les positions adoptées, dès 1986, par certains africanistes de l'Académie des Sciences de l'URSS, allant dans le sens d'un com-

promis acceptable par le pouvoir blanc. Il y est notamment envisagé la possibilité d'octroyer aux Blancs des garanties sur leur participation au pouvoir et un droit de veto sur la base du statut racial. Joe Slovo avance, d'autre part, une orientation à mi-chemin entre la vision classique d'une révolution par étape et celle d'une révolution prolétarienne. Il en ressort l'apparence d'une rénovation des thèses traditionnelles du PC en la matière, sans pour autant que le secrétaire général de ce parti ne remette en cause le choix d'alliances et la stratégie immédiate.

Il semble donc que plusieurs débats croisés se mènent actuellement au sein du courant ANC-PC (9). Indubitablement la position soviétique pose problème et dérouté une partie des cadres.

Coexistence pacifique en Afrique australe

Tous ces débats se déroulent donc avec en toile de fond l'évolution du régime soviétique. L'ère de la *perestroïka* a modifié l'orientation de l'URSS dans la région, dans deux domaines : ses rapports avec ses amis du camp "progressiste" africain (Ethiopie, Angola...) et son attitude vis-à-vis de Pretoria. Voyant certains de ses alliés africains embourbés dans de coûteuses guerres, l'URSS est à la recherche d'une solution négociée à ces conflits, afin de réduire ses propres charges. Elle le fait aussi en partie au nom des nouvelles relations internationales avec les Etats-Unis et le monde occidental (10).



A moyen terme ce sont ses rapports avec l'Afrique du Sud que l'URSS tend à modifier. Déjà des contacts secrets ont eu lieu, à un niveau élevé, entre les représentants des deux pays, alors même que les relations diplomatiques sont rompues depuis 1956. L'accord tripartite concernant la Namibie doit être compris comme le banc d'essai de la diplomatie gorbatchévienne dans la région, une première étape dans le règlement du conflit sud-africain lui-même (11).

Or, on ne souligne généralement pas assez que la paix en Namibie et la perspective d'une indépendance pour ce territoire (légitime, bien que difficile par ailleurs) va se réaliser dans un contexte régional et international qui est défavo-

rable aux Noirs sud-africains. Le premier indice en a été l'obligation pour l'ANC de déménager ses bases militaires d'Angola. Mais, à plus long terme, l'accord témoigne du début d'un grand "deal" pour toute l'Afrique australe, dont le mouvement noir sud-africain risque de faire rapidement les frais.

Il ne fait pas de doute que les pressions sur l'ANC et sur ses débats internes sont maintenant considérables de la part des Soviétiques. Mais également de la part de toutes les composantes social-démocrates et confessionnelles.

Pretoria utilise bien entendu pleinement cette nouvelle donne. La "détente internationale" est copieusement mentionnée quand il s'agit de pousser l'ANC dans ses retranchements, de l'appeler à arrêter la "lutte armée". L'épisode du "Mandela football Club" mis en place par Winnie Mandela (voir *Inprecor* numéro 284, du 20 mars 1989) a été l'occasion pour le gouvernement de souligner perfidement ce qu'il présente comme un paradoxe entre la violence des "terroristes" de l'ANC et le nouveau climat international. La presse elle-même comprend les nouvelles données du problème. *The Argus*, quotidien de Johannesburg, titre par exemple, le 8 février 1989 : "Les relations entre l'Afrique du Sud et l'Union soviétique commencent à se détendre."

Diplomatie soviétique

Moscou n'a pourtant pas les mains libres. La politique soviétique a un but. Mais il lui faut aussi des moyens de pression sur l'impérialisme. Gorbatchev n'obtiendrait rien en Afrique australe si l'ANC se divisait soudainement et se voyait ainsi marginalisé. Dans *Les Nouvelles de Moscou*, du 16 avril 1989, une page est ainsi consacrée à la question des relations diplomatiques avec Pretoria. On peut y lire entre autres ce paradoxe : "les politologues sud-africains discutant des perspectives d'établissement de relations diplomatiques entre l'URSS et la République d'Afrique du Sud avant que des changements considérables ne se produisent dans ce pays, ne disent pas que cela compromettrait sensiblement notre pays aux yeux de la majorité de leurs compatriotes noirs..." [Mais ces relations] "pourraient être considérées comme une démarche conduisant vers une reconnaissance du système d'apartheid, comme une trahison". Moscou marche sur des œufs !

En mars, Oliver Tambo, dirigeant de l'ANC était en visite à Moscou. Alors qu'il mentionnait la nécessité de renforcer la

8) Une réunion s'est notamment tenue à Londres, entre Soviétiques et Sud-africains, présidée par John Killick ancien représentant britannique à Moscou. Par ailleurs, le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Anatoli Adamichine s'est rendu secrètement en Afrique du Sud, à la fin mars.

9) Voir "Les débats dans l'ANC", dans *Inprecor* numéro 280, du 23 février 1989.

10) Voir "Angola, l'accord tripartite", dans *Inprecor* numéro 282, du 20 février 1989.

11) On notera avec intérêt qu'à la suite de son voyage à Cuba, Gorbatchev a fait une halte auprès de Thatcher. Celle-ci joue maintenant un rôle clef dans les négociations en Afrique australe, ce qui l'a amenée à faire un voyage en Namibie et à "renoncer" à aller en Afrique du Sud !

lutte armée il fut directement contredit par Yuri Yukalov, chef du département sud-africain au ministère des Affaires étrangères : "nous aurions préféré un règlement politique et aurions voulu que le problème de l'apartheid soit abordé avec des moyens politiques. Toute solution par des méthodes militaires serait de courte durée. Nous ne voulons pas mettre l'accent sur la nécessité d'élargir la lutte armée. L'Afrique du Sud ne doit pas être détruite."

L'initiative revient au pouvoir

C'est dans ce cadre que le régime sud-africain a su coupler, depuis quelques temps, une modification des formes de répression et des initiatives réformistes. Les amendements au code du Travail, restreignant notamment le droit de grève, gênent sérieusement l'activité des directions syndicales. Ils se sont combinés à un vaste plan économique de privatisation et de dérèglementation de l'apartheid, qui a séduit les milieux d'affaires libéraux.

La crise actuelle de régime, liée à la maladie du président Pieter Botha et à l'ouverture de sa succession à la tête de l'Etat, fait apparaître un débat sur l'ampleur et la vitesse des réformes à entreprendre. Il est caractéristique qu'au cours des élections internes pour la présidence du Parti national, dont avait démissionné Pieter Botha, le camp des militaires "sécurocrates" ait été mis pratiquement hors jeu. Le nouveau dirigeant du Parti national, Frederick Willem De Klerk s'est fait élire en se donnant une image d'homme du "centre", puis en choisissant de satisfaire les attentes de l'aile la plus réformatrice du parti dont l'un des représentants, le ministre des Finances Barend Du Plessis, venait en seconde position derrière lui dans ce scrutin interne. Outre les questions de personne, le conflit qui a opposé F.W. De Klerk au Président Botha atteste de la vigueur des débats sur l'ampleur des réformes à entreprendre. Botha, affaibli par la maladie, ne peut plus prétendre diriger la politique sud-africaine. Après avoir été contraint d'abandonner la direction du Parti national, il va devoir céder sa place à la Présidence à l'occasion des prochaines élections, prévues pour septembre. La ligne de De Klerk sera sans doute de prolonger, voire d'accélérer, le programme de réformes et surtout de traiter tous les paramètres internationaux qui pèsent maintenant sur la situation sud-africaine.

Le pays a-t-il changé ? Il est en tout cas incontestable que la pression du capitalisme sud-africain a poussé à des changements substantiels. La dérégulation du système de ségrégation est maintenant sérieusement engagée. Mais tout le processus fait apparaître à chaque pas de nouvelles contradictions et de nouveaux risques pour la classe dirigeante. Que faire des Bantoustans ? Comment régler la question du système éducatif ? Comment libéraliser les règles

de ségrégation de l'habitat ? Etc. Un journaliste du *Guardian* de Londres, en fait à sa manière le constat : "L'Afrique du Sud a connu par conséquent une sorte de révolution. Les historiens peuvent fort bien rappeler que la révolte noire de 1984-1986, n'a finalement laissé qu'une



seule option à la communauté blanche : la réforme. Un à un, tous les problèmes de l'Afrique du Sud sont déracialisés. La nature du problème se modifie et devient une question de classe au lieu de race. Ce qui ne rend d'ailleurs pas le problème plus négociable qu'avant. Mais en tout cas, il s'est modernisé." (12).

Ségrégation

Contrairement à l'optimisme de ce journaliste, il reste que l'Afrique du Sud demeure un pays de ségrégation raciale. Une enquête du *Star* de Johannesburg montrait, le 13 février, que dans un certain nombre de municipalités du Transvaal, gérées par le Parti national, les réformes contre la ségrégation des lieux publics n'étaient guère plus avancées que dans celles tenues par le Parti conservateur d'extrême droite. Ségrégation raciale et exploitation de classe ont tendance à se superposer. Pour une famille noire, habiter un quartier miséreux ne sera peut-être bientôt plus le résultat d'une loi explicitement raciste, mais il n'en demeurera pas moins qu'elle l'habitera parce qu'elle est une famille ouvrière noire ! Les réformateurs ne sont d'ailleurs pas au bout de leurs peines. Dès qu'ils cherchent à légaliser les "zones grises" d'habitat multi-racial, les groupes d'extrême droite se déchaînent et organisent l'intimidation pour que les familles non-blanches quittent l'endroit. C'est notamment le cas à Mayfair, un quartier de Johannesburg où demeurent des familles indiennes.

Pick Botha, le ministre des Affaires étrangères, expliquait ainsi très clairement, dans *Newsweek* du 30 janvier, les limites politiques du projet gouvernemental. A propos de l'administration américaine il disait : "Ils n'ont cessé de

faire pression sur nous. Peu leur importait ce qui allait de travers ici. Votre ambassadeur était sans cesse à ma porte et votre Congrès agité en permanence. Si j'avais fait tout ce que vous m'avez demandé, dans les délais que vous vouliez, ce gouvernement ne serait plus au pouvoir, ce serait un gouvernement Treurnicht [du nom du dirigeant du Parti conservateur, Andries Treurnicht, ndlr]." Pour réformer encore faut-il garder le pouvoir, et apparemment le gouvernement lui-même désespère de convertir une partie de son électorat.

Les réformes de Botha

En attendant, tout le jeu législatif est utilisé pour avancer dans la réforme. Le système d'habitat ségrégué qui était encore récemment présenté par Botha comme l'un des piliers intouchables du "développement séparé", est maintenant remis partiellement en question pour certaines zones urbaines. Pour cela le gouvernement devrait réviser la définition des groupes raciaux. Il ne s'agirait plus d'une règle imposée à tous selon la couleur de la peau mais, selon les termes mêmes du pouvoir, d'un choix laissé à l'appréciation des individus : "Les groupes doivent être fondés sur une base volontaire. Par la suite, il est bien sûr de la responsabilité de l'Etat de les protéger" (13). En d'autres termes ceux qui voudront vivre entre Blancs devront se définir par eux-mêmes comme tels et demander la réglementation dans ce sens de leur aire d'habitat. Cette nouvelle notion, tout à fait scandaleuse au demeurant pour une société où ce sont les Blancs qui oppriment les autres, montre cependant assez bien comment le régime cherche à contourner les secteurs les plus racistes, au nom de la "liberté du choix". Sur cette question, De Klerk lui-même mérite d'être longuement cité : "Je voudrais déclarer sans équivoque que le Parti national est contre la domination d'un quelconque groupe sur un autre. La domination blanche, pour peu qu'elle existe encore, doit disparaître. (...) De la même façon, le NP rejette toute autre forme de domination. La domination d'une majorité est tout aussi inacceptable que celle d'une minorité. (...) Le NP n'est pas obsédé idéologiquement par le concept de groupe, contrairement à ce qui a été suggéré par de nombreux critiques. Le fait que nous mettions l'accent sur les droits des groupes, à côté des droits de l'individu, est basé sur la réalité de l'Afrique du Sud et non pas sur une obsession idéologique ou des préjugés raciaux (...) Cependant, mon parti s'efforce de créer un pays non-racial, un pays débarrassé du racisme, de la haine raciale, et des discriminations négatives sur base de race (14)."

Le journaliste du *Guardian* cité plus haut se trompe en plaçant toutes les

12) Stanley Uys ; *The Guardian Weekly* ; vol. 140 ; No. 13 ; 26 avril 1989.

13) Chris Heunis, Minister of Constitutional Development and Planning, *The Natal Mercury*, 10 février 1989.

14) *Cape Times*, 9 février 1989.

transformations en cours sous les auspices des mobilisations sociales des dernières années. La pression du mouvement populaire a été certes, incontestable, ne serait-ce que pour convaincre des secteurs bourgeois que sans réformes, ce pays va à la révolution. Mais il faut bien comprendre combien le système d'apartheid est maintenant complètement obsolète pour les besoins nouveaux de mise en valeur du capital dans ce pays. C'est pour cette raison, notamment, que l'évolution sociale n'est pas aussi simple et univoque que le laisse entrevoir la presse. Car s'il apparaît effectivement maintenant une couche de "yuppies" noirs — sorte de nouvelle couche d'employés et symbole de la déségrégation définitive de certaines emplois de services — la pauvreté et la misère s'accumulent à l'autre bout de la chaîne parmi les masses prolétariennes et semi-prolétariennes... noires !

Tout cela ne va pas sans poser de nouveaux problèmes aux forces politiques et syndicales. Certains secteurs ouvriers ont obtenu, ces dernières années, de substantielles progressions de salaire comparativement à d'autres. En moyenne les syndicats indépendants ont négocié des hausses de l'ordre de 20% durant le dernier semestre de 1988 : un chiffre supérieur aux augmentations de l'année 1987, et surtout, avec un taux officiel d'inflation de 13%.

Un moment crucial

Plus les forces syndicales sont fortes et structurées, plus elles sont dorénavant sollicitées pour la mise en place de services au profit des adhérents. La question des "coopératives" soulève des problèmes nouveaux. Surtout l'offre patronale, dans certaines entreprises, d'intéressement des ouvriers, voire de distribution d'actions (15) place les directions syndicales dans de nouvelles contradictions.

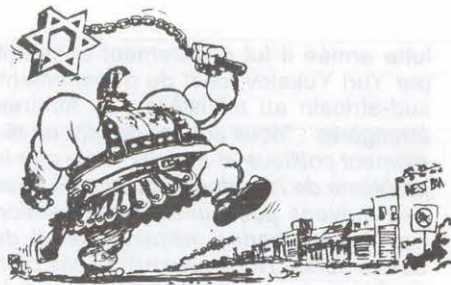
On voit donc comment quatre années de luttes intenses ont modifié tous les paramètres socio-politiques, nationaux et internationaux agissant sur l'Afrique du Sud. Il est bon de souligner également que rien n'indique que le pays puisse sortir de ses difficultés économiques. Le marché de l'or reste marqué par une tendance à la surproduction et les concurrents des mines sud-africaines se font plus agressifs. L'or ne semble pas pouvoir sortir de la fourchette 360-450 dollars l'once et toutes les compagnies sud-africaines viennent d'annoncer de fortes baisses de leurs résultats trimestriels.

Le mouvement politique vit donc un moment crucial. Chacun se tourne maintenant vers le passé récent et tente de tirer un bilan et de comprendre ce qui a manqué. C'est l'heure des reclassements et des recompositions. C'est un nouvel enjeu pour l'avenir.

■
Avril 1989

ISRAEL

Israël face à l'intifada



ALORS QUE l'Intifada de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza contre l'occupation israélienne a entamé son dix-huitième mois, sans relâche, ses effets agissent de plus en plus profondément sur la société israélienne. Ce nouveau "tremblement de terre" est beaucoup plus puissant que le précédent, celui de la guerre d'octobre 1973 au cours de laquelle l'armée sioniste a frôlé la catastrophe. Une polarisation sans précédent s'effectue au sein de la population juive de l'Etat d'Israël, tandis que la minorité arabe de l'Etat connaît elle-même un bouleversement politique.

Les dernières élections municipales israéliennes, du 28 février, ont constitué à plus d'un égard le baromètre des changements en cours. Nous avons interrogé à ce propos notre camarade Michel Warshawski, qui décrit également les positions et l'activité de son organisation, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat d'Israël.

INPRECOR : Comment expliques-tu la défaite travailliste lors des dernières élections municipales ?

Michel WARSHAWSKI : La défaite électorale du Parti travailliste confirme une nouvelle fois la tendance au déclin de cette formation qui a été pendant un demi siècle la direction incontestée du mouvement sioniste, puis de l'Etat d'Israël. Mais alors qu'aux élections à la Knesset (le parlement israélien, ndr) de novembre 1988, les voix perdues par les travaillistes se sont portées sur des alternatives politiques, les élections municipales ont traduit le déclin de l'emprise bureaucratique et clientéliste du Parti travailliste sur une partie grandissante de la population.

Comme nous l'expliquions après les élections législatives (voir *Inprecor* numéro 276 du 14 novembre 1988), la base travailliste a connu un processus de polarisation : 5 à 7% de l'électorat du Parti sont passés à la droite sioniste (en particulier le Parti du transfert), et 12 à 15% sont passés à la gauche sioniste. Le scrutin municipal a mis fin à l'image des travaillistes comme parti du pouvoir et gestionnaire des affaires courantes de la nation. Le renforcement du Likoud reflète, en ce sens, moins un glissement idéologique à droite de la population que son affirmation comme direction politique reconnue à un niveau national au détriment de la gestion travailliste.

■ L'élément marquant des élections législatives de novembre a été la percée des partis religieux. Pourquoi sont-ils restés marginaux dans ces élections municipales ?

— Comme je viens de le dire, l'enjeu des municipales a été bel et bien la gestion des municipalités, ce qui explique que les principaux protagonistes aient été les partis et personnalités ayant un poids local, au delà des idéologies politiques. D'une façon générale, les formations religieuses ont maintenu leurs positions dans les conseils municipaux, ce qui est loin d'être négligeable.

■ La percée des Intégristes islamistes dans les localités arabes a, cependant, une signification toute différente...

— Sans aucun doute, et c'est là l'événement le plus dramatique de ces dernières élections. S'il est exagéré de parler de raz-de-marée, il est tout à fait correct, en revanche, de parler d'affirmation à l'échelle nationale d'une nouvelle force au niveau institutionnel. La victoire du Mouvement islamiste dans les localités les plus importantes du triangle arabe, et les gains substantiels à Nazareth, à Kafr Kanna et d'autres localités de Galilée, représentent un tournant dans l'expression publique d'une minorité importante de la population palestinienne d'Israël. C'est avant tout un

15) Employee Share Ownership Plans (ESOPs).

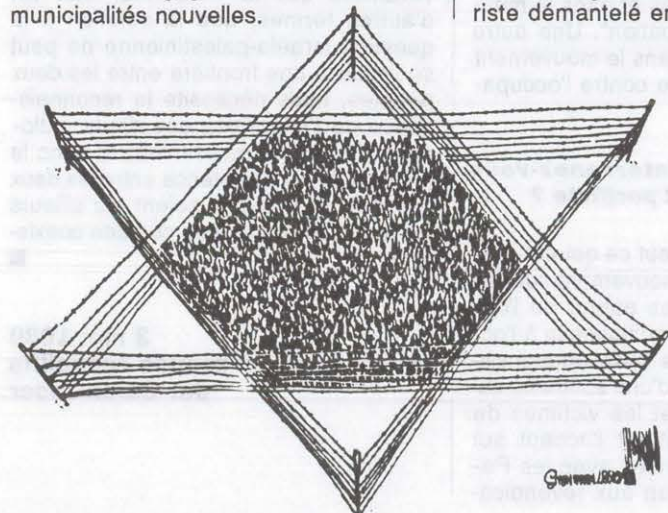
vote de défiance envers la direction nationale actuelle, et en particulier le Parti communiste israélien qui, depuis 1976, est hégémonique dans la population palestinienne.

D'abord au niveau municipal. Les Conseils municipaux dirigés par le Front démocratique (dirigé par le PC) n'ont connu aucun changement depuis la "marée rouge" de 1976 : les mêmes problèmes, la même misère, et souvent la même corruption qu'auparavant. Or, s'il est vrai que les problèmes des municipalités arabes sont dûs, avant tout, au refus des autorités de donner à ces dernières des subsides égaux à ceux qu'obtiennent les municipalités juives, le Mouvement islamiste a pu prouver, dans les faits, qu'au moyen de la mobilisation populaire et l'organisation des habitants, on pouvait changer partiellement la réalité misérable de la population : ils ont su ouvrir des crèches et des jardins d'enfants, des cliniques, creuser des égouts, tracer des rues, etc. Les municipalités PC se sont contentées, quant à elles, de gérer des caisses vides sans aucune tentative de mobilisation populaire dans les quartiers.

Mais la défiance envers les directions nationalistes n'est pas seulement au niveau municipal : en votant pour le Mouvement islamiste, des milliers de Palestiniens ont voulu affirmer une identité que le Parti communiste n'a pas su leur offrir, lui qui insiste sur le caractère "israélien" et "patriotique (israélien)" de son programme. Le Mouvement islamiste a réussi à offrir une alternative au patriotisme israélien prôné par le Parti communiste israélien.

■ **"Abna el Balad" (1), aussi, critique depuis longtemps la ligne "israélienne" du PC, d'un point de vue laïque de gauche. Pourquoi ont-ils, eux aussi, fait les frais de la percée islamiste, au lieu de se renforcer au détriment du PC ?**

— A part à Um el Fahem, où le Mouvement islamiste a bénéficié d'un véritable raz-de-marée au détriment de l'ensemble des courants laïques et nationalistes, Abna el Balad a maintenu ses positions et même gagné des élus dans deux municipalités nouvelles.



Il est néanmoins vrai qu'Abna el Balad n'a pas su s'imposer, au niveau national, comme une alternative de masse au PC et aux directions traditionnelles, malgré un écho réel dans la population depuis plus de 10 ans. Cela est dû avant tout à l'incapacité de ce mouvement nationaliste de gauche à se démarquer du PC autour d'un programme concret de mobilisation populaire et dans une perspective intégrant la dimension palestino-israélienne qui reste indispensable pour toute action politique d'envergure en Israël. Il n'est pas suffisant, pour gagner la confiance de larges masses et leur soutien prolongé, d'affirmer l'identité palestinienne et le refus de tout compromis ; il faut aussi dire ce qu'il faut faire et peut être fait, ici et maintenant.

■ **Dans la mesure où un compromis international se dessine, mettant à l'ordre du jour un retrait des territoires occupés, que se passera-t-il en Israël ? N'y a-t-il pas un risque de guerre civile, initiée par le mouvement des colons du Gush Emounim ?**

— Tout d'abord, je tiens à insister sur le fait qu'un retrait des Israéliens des territoires occupés en 1967 n'est pas à l'ordre du jour pour l'avenir immédiat. Il s'agit encore de lutter dur, et pour longtemps. Le danger que représentent les colons est plus réel aujourd'hui que ce qui pourrait se passer lors d'un éventuel retrait des forces israéliennes. Ils font aujourd'hui tout ce qui est possible pour provoquer une escalade de la confrontation entre l'armée et la population palestinienne, espérant, par leurs provocations, mettre l'ensemble des territoires occupés à feu et à sang. D'autre part, en brandissant la menace d'une guerre civile, ils servent d'alibi, aux Travailleurs en particulier, pour ne rien faire, et certainement pas prendre des décisions dramatiques tel que le démantèlement des colonies ou un retrait, même partiel, des unités militaires.

Quant à l'éventualité d'une révolte armée des colons contre l'Etat, c'est à mon avis, peu probable. A part une minorité de fanatiques — tels que ceux qui s'étaient organisés dans le réseau terroriste démantelé en 1983 — la majorité des colons et des gens de droite met l'Etat juif au dessus du Grand Israël, et s'oppose à une guerre de Juifs contre Juifs. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que des colonies sont démantelées ; tel a été le cas en 1948, et à nouveau avec le retrait du Sinaï, en 1982.

Ce ne sont pas les colons qu'il faut vaincre pour obtenir l'indépendance des territoires occupés en 1967, mais l'Etat sioniste lui-même. Les colons seront tout au plus, si l'Etat d'Israël est acculé à un retrait des territoires occupés, une espèce d'OAS (2) menant une guerre d'arrière garde.

■ **Tu parles d'une bataille de longue haleine pour obtenir un retrait des territoires occupés ; quels sont donc les objectifs qui, à ton avis, doivent être définis par la Direction unifiée de l'Intifada, aujourd'hui ?**

— La Direction unifiée a présenté, il y a plus d'un an, un programme de revendications immédiates qui me semble répondre aux besoins de la situation présente et aux rapports de forces possibles dans la période à venir. Au centre de ces revendications, le retrait des forces israéliennes des localités palestiniennes, la libération de tous les prisonniers et détenus de l'Intifada, l'arrêt des déportations et le retour des déportés, le gel des colonies, etc.

Ces exigences, une fois satisfaites, pourraient déboucher sur des élections réellement libres, car hors de portée de l'armée et du Shin Beit (les services secrets israéliens, ndlr). Les dirigeants authentiques pouvant présenter leur candidature, la population palestinienne sera en mesure de choisir librement ses représentants. En ce sens, s'il est nécessaire de rejeter catégoriquement le plan Shamir qui laisse aux Palestiniens le droit de choisir leurs délégués sur une liste ratifiée par le Shin Beit et sous le contrôle de l'armée, l'élection de représentants est une idée qui fait son chemin.

Parallèlement à ces revendications, l'objectif permanent de la Direction unifiée doit être le renforcement et l'élargissement des Comités populaires, et leur structuration progressive en organes de pouvoir local, se généralisant au niveau de l'ensemble des territoires occupés.

■ **Quelle sont, d'après toi, les conditions politiques pour la réalisation d'une indépendance réelle du peuple palestinien, sur une partie au moins de la terre de Palestine ?**

— Dans le cadre du rapport de forces global actuel, la population palestinienne des territoires occupés et le mouvement national palestinien — l'OLP — peuvent obtenir un retrait israélien et une plus grande autonomie nationale, à condition évidemment de continuer la lutte, car même ces objectifs très limités ne sont

1) "Abna el Balad" (Les fils du pays). Mouvement nationaliste de gauche au sein de la population arabe de l'Etat d'Israël, proche des positions du FPLP de Georges Habbache.

2) Organisation de l'armée secrète. Mouvement clandestin des partisans de l'"Algérie française", opposés à l'indépendance concédée par De Gaulle.

pas pour demain. Un Etat palestinien réellement indépendant, souverain et susceptible d'aller de l'avant dans la réalisation pleine du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, exige un rapport de forces différent au niveau régional et international : une autre politique de la part de la direction soviétique qui concentre aujourd'hui ses pressions sur l'OLP et fait la cour à Israël ; un saut qualitatif du mouvement populaire en Jordanie ou/et en Egypte ; un pouvoir nationaliste radical en Syrie — comme cela a été le cas avant 1967 — ; etc.

En d'autres termes, ce n'est que par le renforcement substantiel de la lutte anti-impérialiste dans la région qu'il est possible de faire sortir la question de la Palestine du cadre défini par l'impérialisme américain, lequel ne laisse aucune place à des solutions susceptibles de mettre en question les intérêts fondamentaux de l'Etat sioniste.

■ Que penses-tu de l'idée d'un "marché commun" palestinien-Israélien, ou palestinien-Israélo-Jordanien, lancée par Yasser Arafat et par Fayçal Hussein ?

— Si Arafat et Hussein ont lancé cette idée dans le but de convaincre l'opinion publique israélienne et internationale que le mouvement national palestinien aspire à une coexistence entre les peuples, à une paix basée sur la coopération et non l'isolement séparatiste, l'intention est bonne. Si, en revanche, il s'agit d'un élément constitutif de la solution négociée pour laquelle la direction de l'OLP tente de manœuvrer, c'est de la folie : derrière le concept de "marché commun", il y a une mise en tutelle de l'indépendance palestinienne, que tout progressiste se doit de rejeter.

■ Pour en revenir à la société israélienne, pourrais-tu nous expliquer comment la nouvelle génération, celle qui est née après 1967, ressent l'Intifada.

— La génération née après 1967 n'a jamais connu la "ligne verte" ; pour elle, il y a très peu de différence entre Nazareth et Ramallah, entre Kfar Saba et la ville nouvelle d'Ariel dans les territoires occupés. La fin du *statu quo* est, pour cette génération, une remise en question, non seulement de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, mais du caractère même de l'Etat d'Israël. C'est la raison pour laquelle la polarisation qui caractérise l'ensemble de la société israélienne est démultipliée dans la jeunesse : d'une part, les partisans de la "solution finale", le transfert, la guerre totale contre les Palestiniens, et d'autre part, une remise en question des fondements idéologiques et institutionnels du sionisme et de l'Etat. Ce sont par milliers que les jeunes Israéliens et Israéliennes se demandent, aujourd'hui, s'il peut y avoir compatibilité entre Etat juif et Etat démocratique, si la guerre permanente

n'est pas due aux fondements mêmes de la politique sioniste, s'il n'est pas préférable de lutter pour la coexistence entre les deux peuples, plutôt que de défendre la séparation à tout prix, etc.

■ Cela ouvre de nouvelles perspectives pour la LCR...

— En effet, une partie de la jeunesse est, aujourd'hui, ouverte à des réponses révolutionnaires et à une remise en question radicale du sionisme. C'est ce qui nous a mené à renforcer notre intervention au sein de la jeunesse : depuis un an, nous avons constitué une organisation de jeunesse révolutionnaire forte de plusieurs dizaines de militants et de militantes. La LCR, elle-même, a recruté cette année de jeunes militants qui ont amélioré considérablement notre capacité d'intervention politique.

■ A part la jeunesse, quelle est l'activité politique principale de la LCR ?

— Nous sommes très actifs dans le mouvement de solidarité avec l'Intifada, en particulier dans le Mouvement des femmes (israéliennes) en solidarité avec les détenues politiques et dans le mouvement "fin à l'occupation". Une autre priorité est l'activité dans le mouvement de soldats de réserve contre l'occupation, *Yesh Gvul*.

■ Comment Intervenez-vous dans le mouvement pacifiste ?

— Nous faisons tout ce qui est possible pour élargir le mouvement sur des bases unitaires larges autour de l'opposition totale et inconditionnelle à l'occupation. En tant que LCR, nous insistons sur la nécessité d'une solidarité active avec l'Intifada et les victimes de l'occupation, en mettant l'accent sur des actions coordonnées avec les Palestiniens et le soutien aux revendica-



tions immédiates de la Direction unifiée du soulèvement.

Dans notre propagande générale, nous insistons sur le fait qu'un retrait israélien des territoires occupés et la formation d'un Etat palestinien indépendant ne font qu'ouvrir la voie pour une paix israélo-palestinienne, qui ne saurait être établie sans une solution juste à la question des réfugiés, à la minorité palestinienne d'Israël, à la question de la souveraineté sur la Palestine, etc. En d'autres termes, que la solution à la question israélo-palestinienne ne peut se limiter à une frontière entre les deux peuples, mais nécessite la reconnaissance de l'intégralité des droits nationaux du peuple palestinien, et donc le principe de la coexistence entre les deux peuples, quelles que soient par ailleurs les modalités concrètes de cette coexistence. ■

**3 mai 1989
propos recueillis
par Salah Jaber**

La grève en bonne santé

LA GREVE GENERALE du 10 mai est l'aboutissement d'une vague de grèves et de manifestations qui a été déclenchée en riposte aux décisions adoptées, le 23 mars dernier, par le gouvernement des cinq partis, présidé par le démocrate chrétien, Ciriaco De Mita. Dans l'effort pour réduire un déficit budgétaire qui ne cesse de s'accroître, celui-ci a pris une série de mesures dont la plus spectaculaire (et la plus impopulaire) est une hausse sensible des tickets modérateurs sur les analyses, les radiographies, les consultations chez des spécialistes et l'hospitalisation, de même que sur les médicaments.

Livio MAITAN

perdu une seule minute à discuter d'une grève générale." En fait, le 18 avril, les trois centrales présentaient une espèce de "contre-plan", impliquant notamment une réforme de l'administration publique, une restructuration des impôts immobiliers, l'autonomie fiscale des communes, la taxation des *capital gains*, etc. Elles proposaient aussi au gouvernement de placer des titres à long et à moyen terme sur le marché international, de prolonger la durée des dettes, de limiter le volume des dépenses publiques par rapport au Produit intérieur brut (PIB). Il ne s'agit, donc, dans la meilleure des hypothèses, que de mesures de rationalisation qui ne pouvaient pas déclencher l'enthousiasme des travailleurs.

Un million de manifestants

Cependant, la bureaucratie syndicale a dû se rendre compte qu'elle ne pouvait pas aller à l'encontre de la volonté manifeste des sa-

lariés. Finalement, le 21 avril, elle se décida à proclamer une grève générale. Toutefois, les dirigeants syndicaux se sont empressés d'expliquer qu'ils n'avaient nullement l'intention de faire tomber le gouvernement : ils ne voulaient que l'amener à changer les décisions du 23 mars. Selon leur tradition, ils limitaient la portée de la grève : quatre heures dans l'industrie et dans les bureaux, de même que dans les banques, deux heures dans les chemins de fer et les transports urbains.

La grève a été massivement suivie dans tous les secteurs et dans l'ensemble de la péninsule (selon les syndicats, dans l'industrie, 90% des travailleurs auraient participé à la grève et 70% dans la Fonction publique et les services). Les manifestations qui avaient été convoquées par les syndicats, ont rassemblé des foules encore plus nombreuses qu'à l'occasion de la précédente grève générale du 25 novembre 1987 : un million de personnes au total (selon les syndicats), dont 120 000 à Florence, et 100 000 à Rome.

Les travailleurs ont démontré leur volonté de se battre. Mais il ne suffira pas d'une grève générale, somme toute symbolique, pour obliger le patronat et le gouvernement à renoncer à leur politique d'austérité et de restructuration. ■

LE PREMIER avril, premier jour d'application des mesures, des incidents se produisaient dans divers hôpitaux : des malades et des visiteurs exprimaient bruyamment leur mécontentement. Mais des grèves et des cortèges avaient déjà été organisés, dès le lendemain de l'annonce des mesures gouvernementales, indépendamment des directions syndicales. L'épisode le plus significatif a été la grève spontanée durant trois heures, des métallos d'Ansaldo et Breda Fucine, à Sesto S. Giovanni, citadelle ouvrière très connue dans la grande banlieue de Milan. 1 500 ouvriers défilaient dans les rues de la ville, et 300 d'entre eux "occupaient" le local régional des trois centrales syndicales pour exiger que celles-ci prennent des initiatives de mobilisations contre les augmentations des tickets modérateurs. Des manifestations similaires avaient lieu dans d'autres usines en Lombardie, en Emilie, à Gênes, à Ancone, etc. Les mobilisations se sont poursuivies dans les jours suivants : le travail a été arrêté dans des centaines d'usines, entraînant à l'action des directions syndicales périphériques et catégorielles.

Riposte massive

Le 10 avril, les métallos et les travailleurs du textile se mettaient en grève pour deux heures, alors qu'une cinquantaine de grèves éclataient au niveau provincial et qu'avaient lieu des centaines d'assemblées de travailleurs. Même à la Fiat, à Turin, où la situation reste difficile pour les travailleurs, une grève a été proclamée et massivement suivie. Le même jour, les mobilisations contre les mesures gouvernementales se combinaient à des manifestations des retraités. Selon le quotidien du Parti communiste italien (PCI), environ 300 manifestations avaient lieu avec la participation d'un million de personnes (dont 30 000 à Mestre, près de Venise, 15 000 à Brescia et à Gênes, 20 000 à Bologne, 10 000 à Trieste et à Bari). Le 12 avril, 100 000 personnes défilaient dans les rues à Milan, et le 18 avril, 80 000 personnes à Florence.

La riposte des travailleurs provoqua des hésitations et des divergences au sein du gouvernement (certains ministres n'hésitèrent pas à critiquer les mesures qu'ils avaient pourtant approuvées). Par la suite, on décida de réduire les augmentations des tickets modérateurs, et de nouveaux barèmes furent fixés. En fait, pour reprendre l'expression du plus grand quotidien bourgeois, il ne

s'agissait que d'une mesure d'assouplissement. Les mobilisations ne se sont donc pas arrêtées, et les directions syndicales ont maintenu la grève générale qu'elles avaient initialement annoncé pour le 21 avril, malgré les fortes pressions du gouvernement et la condamnation explicite de la grève par le secrétaire du Parti socialiste italien (PSI) et ancien Premier ministre, Bettino Craxi. Ajoutons que le 5 avril, 250 000 fonctionnaires s'étaient mis en grève, et que le 28 avril, une grève de 24 heures paralysait complètement le réseau ferroviaire.

Les tournants de la bureaucratie syndicale

Les trois centrales syndicales (CGIL, CISL et UIL) ont opéré d'intéressants tournants tactiques tout le long de cette vague de protestation ouvrière. Lorsque le gouvernement a annoncé ses mesures, elles n'étaient pas favorables à des mobilisations de masse et surtout pas une grève générale. Le 29 mars encore, le secrétaire de la CGIL, Bruno Trentin, dont la renommée internationale de syndicaliste de gauche est plus que jamais usurpée, déclarait au quotidien *Corriere della Sera* : "L'époque des grèves de protestation est révolue. On ne peut pas se limiter à rassembler le mécontentement, il faut démontrer qu'il existe des lignes alternatives. Il est nécessaire d'avoir un esprit de proposition et de créer une mobilisation sur cette base. Aujourd'hui, nous n'avons pas

EN BREF...



ITALIE

Crise dans Democrazia Proletaria

LA PRESENTATION des listes pour les élections européennes a provoqué l'éclatement d'une crise grave dans l'organisation d'extrême gauche italienne, Democrazia proletaria (DP). Deux de ses députés, Edo Ronchi et Gianni Tamino, se sont portés candidats non pas sur les listes de leur organisation, mais sur des listes dites arc-en-ciel, auxquelles participent aussi des membres du Parti radical. Le dirigeant le plus connu de ce parti, Marco Pannella, vient, en revanche, de sceller une alliance "laïque" avec deux partis gouvernementaux, le Parti républicain et le Parti libéral, et des écologistes en rupture de ban avec les Verts. Ces derniers avaient déjà participé aux élections législatives de 1987, et présenteront une liste indépendante, le 18 juin.

La crise de Democrazia proletaria a eu des répercussions négatives sur les rapports avec la Liga comunista rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale, à l'occasion de la présentation des listes pour les élections européennes. En principe, l'entrée collective de la LCR dans DP aurait dû se réaliser avant le 18 juin (voir *Inprecor* numéro 286 du 17 avril 1989). Telle avait été la proposition de la LCR, acceptée à la majorité par l'assemblée des délégués de DP, fin mars. Mais par la suite, le secrétariat de DP avait communiqué au secrétariat de la LCR qu'aucune convocation de leur direction nationale n'étant prévue avant les élections, il fallait reporter cette opération à une date ultérieure (immédiatement après les élections, si possible).

Dans ces conditions, les deux organisations entamaient des discussions concernant la participation de militants de la LCR à des listes de DP (rappelons que des campagnes électorales communes avaient déjà été menées à plusieurs reprises, avec des résultats jugés assez satisfaisants des deux côtés). Un premier accord était réalisé sur la base de la participation de militants de la LCR dans quatre circonscriptions sur cinq, deux d'entre eux, Livio Maitan et Antonio Moscato étant parmi les têtes de liste.

En outre, puisque la loi italienne permet la présentation pour les élections européennes de citoyens d'autres pays de la CEE, l'accord impliquait également la présentation, à Milan, d'Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale.

Par la suite, DP demandait à la LCR de déplacer Alain Krivine à Rome, ce qui était accepté sans difficulté. Mais presque à la dernière minute, lorsque toutes les démarches administratives avaient été accomplies, DP faisait savoir que Krivine ne serait pas candidat et Livio Maitan non plus (aux élections législatives de 1987, ce dernier avait été parmi les têtes de liste à Rome). Il faut ajouter que Silvia Zappi, membre du mouvement de Pierre Juquin, ex-membre du Comité central de la LCR française, a été incluse sur les listes, aussi bien à Rome qu'à Milan.

Le secrétariat de la LCR italienne a publié une déclaration qui critique dans des termes très sévères la décision de DP, expliquant entre autres :

"Le rejet de la candidature d'Alain Krivine est révélatrice du choix de ne pas valoriser la présence de la LCR sur les listes de DP et reflète la méthode utilisée pour la formation de ces listes, une méthode qui choisit encore une fois le chemin de la conciliation avec un 'projet arc-en-ciel' qui représente la négation de la caractérisation de DP comme parti de recherche dans le cadre d'une perspective anticapitaliste et classiste, que la majorité du groupe dirigeant a avancée à plusieurs reprises."

La décision de retarder notre entrée, aussi bien que le non respect des accords sur le terrain électoral, reflète une volonté de banaliser et de minimiser la portée que l'unification entre DP et la LCR pourrait avoir comme signe positif de regroupement à gauche de forces de lutte de classe aux yeux d'interlocuteurs communs qui, dans le cadre de la crise de la gauche, cherchent des réponses et des points de référence."

Toutefois, la LCR a confirmé son soutien aux listes de DP. Elle aura deux candidats dans la circonscription de Milan-Turin (Rocco Papandrea, ouvrier de FIAT, et Edgardo Pellegrini, journaliste), un dans la circonscription orientale (Emanuele Battain, avocat) et deux dans le Sud (Antonio Moscato qui est parmi les têtes de liste, Angela Mignogna, enseignante).

SUISSE

Symposium contre le travail de nuit

EN JUIN prochain s'ouvre à Genève, la Conférence de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui traitera de la Convention 89 qui interdit le travail de nuit des femmes dans l'industrie. Cette convention, entrée en vigueur en 1951, avait été ratifiée par 56 pays.

Sous la pression des organisations patronales, le Conseil fédéral helvétique a déjà annoncé son intention de ne pas renouveler l'adhésion de la Suisse à cette convention, ou de la réviser dans un sens qui supprimerait quasi toute protection des travailleuses contre le travail de nuit dans l'industrie. Un comité composé de militants syndicaux et féministes a décidé d'organiser le 10 juin, à Genève, juste avant l'ouverture de la Conférence de l'OIT, un symposium contre le travail de nuit. Nous reproduisons ci-dessous l'appel pour ce symposium.

Le travail de nuit est inacceptable parce que :

— Le travail de nuit est nocif pour la santé. Il est aujourd'hui reconnu que les personnes qui travaillent la nuit — hommes ou femmes — subissent des atteintes graves à leur santé : troubles du sommeil, troubles gastro-intestinaux et problèmes psychiatriques, entre autres. Il est impossible d'éliminer les tensions qui résultent des problèmes sociaux et familiaux liés au travail de nuit ainsi que la fatigue chronique qui découle du manque de sommeil nocturne. Il est prouvé maintenant que l'organisme ne s'adapte jamais aux rythmes perturbés et qu'une tension constante résulte du fait que les différentes fonctions biologiques n'ont plus de réelles périodes de repos.

— Le travail de nuit conduit à l'isolement. Le travail de nuit oblige à vivre à contretemps par rapport à la majorité de la société et rend donc la participation aux activités collectives difficile ou impossible. A l'isolement social s'ajoute l'isolement dans l'entreprise car le travail de nuit est le plus souvent une voie de garage. Enfin, le travail de nuit d'un des membres de la communauté domestique nuit à la qualité de vie de tous les autres.

— Le travail de nuit n'est pas le résultat d'un libre choix. Pour la majorité des travailleurs, le travail de nuit est une pure contrainte. Soit parce qu'en le refusant, ils seraient sans travail ; soit parce que le salaires usuel dans la branche est si bas qu'il leur faut absolument l'améliorer par des primes ; ou encore, vu le manque d'équipements collectifs pour la garde des enfants, parce que le travail de nuit apparaît comme une solution pour les parents.

— L'égalité doit aller dans le sens d'un progrès social. La protection des femmes contre le travail de nuit se justifie parce qu'elles sont encore traditionnellement responsables des tâches ménagères plus que les hommes. En outre, l'interdiction du travail de nuit n'est pas un obstacle à leur promotion puisque ce sont, la plupart du temps, des activités répétitives qui sont effectuées la nuit.

La plupart des progrès sociaux ont été réalisés pour des groupes restreints avant d'être généralisés. C'est maintenant dans le domaine du travail de nuit que l'interdiction doit être généralisée aux hommes.

— Le travail de nuit peut être socialement nécessaire (hôpitaux, transports, par exemple). Dans ce cas, il faut obtenir des conditions de travail compensatoires. Mais, pour tous et toutes, il est nocif. Pour tous et toutes, il doit être interdit lorsqu'il n'y a pas nécessités sociales.

Le rôle pionnier que la Suisse a joué au siècle passé dans la protection des travailleurs sur le plan international doit être confirmé. Aujourd'hui le mouvement syndical ainsi que les partis et associations progressistes doivent s'engager pour le maintien de l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie, comme l'impose l'actuelle convention 89 de l'OIT, et pour son extension aux hommes. ■

NOUVELLE-CALEDONIE

Assassinat de deux dirigeants du FLNKS

LES DEUX PRINCIPAUX dirigeants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné ont été assassinés le 4 mai dernier. Nous reproduisons ci-dessous un éditorial d'Alain Krivine, publié dans Rouge (organe de la Ligue communiste révolutionnaire française) du 11 mai 1989.

L'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné constitue un véritable drame pour le peuple Kanak. Déjà affaibli par les colonialistes après les assassinats de Pierre Declercq et Eloi Machoro, la direction du FLNKS perd son dirigeant, celui qui incarnait la légitimité historique du combat pour l'indépendance et qui, de ce fait, parvenait à limiter les divisions internes du Front.

Cet assassinat est un coup terrible porté à la lutte de libération nationale et nous le condamnons totalement. Mais le drame qui vient de se nouer à Ouvéa est également pathétique. L'assassin de Tjibaou est mort en criant : "indépendance pour la Kanaky !" Dirigeant du Comité de lutte de Gossanah, Djubelly Wea incar-

nait la révolte et le désarroi d'une tribu durement atteinte par les militaires français lors de l'assaut donné à la désormais tristement célèbre grotte.

Les colonialistes peuvent se frotter les mains, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. On assiste à présent au spectacle de militants kanaks s'entretenant. Qu'on ne s'y trompe toutefois pas ! Ces morts s'ajoutent aux dix-neuf d'Ouvéa et le gouvernement de Michel Rocard devrait être appelé à un peu plus de pudeur.

En refusant d'accorder l'indépendance au peuple kanak, en blanchissant les responsables, politiques et militaires, de la tuerie d'Ouvéa, en acculant la direction du FLNKS à la signature d'un compromis qui visait notamment à briser l'unité des colonisés, en précipitant le référendum afin de faire oublier Ouvéa, Rocard et les siens savaient ce qu'ils faisaient.

Quoi de plus odieux, dans ces conditions, que le concert de lamentations de la classe politico-médiatique ? En l'espace, rien de commun ne lie ceux qui n'attendent pas des morts pour clamer, dans la rue, leur solidarité et ceux qui, voici encore quelques mois, traitaient Jean-Marie Tjibaou de "terroriste" ou qui couvraient l'assassinat de militants indépendantistes.

Le peuple Kanak ne saurait attendre

quoi que ce soit des meurtriers d'Eloi Machoro. Sa force réside, comme par le passé, dans son unité et sa mobilisation pour arracher l'indépendance. Et il est particulièrement insupportable de voir à présent Mitterrand et Rocard tenter d'influer sur les décisions que prendra le FLNKS pour remplacer ses porte-parole disparus. Décidément, fût-il paré des atours du socialisme gouvernemental, le colonialisme ne comprendra jamais qu'il a, face à lui, un mouvement majeur, dont l'expérience et la maturité se sont forgés dans le sang versé, au fil des années.

En France, le drame d'Ouvéa nous interpelle. Car dans le combat inégal qu'il livre, le peuple kanak n'a jamais trouvé, en France, la solidarité suffisante pour lui permettre de déjouer les pièges et les épreuves tendus par ses adversaires, qui sont aussi les nôtres.

Récemment, Jean-Marie Tjibaou nous disait : "Vous, les Français, c'est comme pour l'Algérie, il faut qu'il y ait des morts pour que vous bougiez." Faisons en sorte qu'il n'y en ait plus.

L'hommage que nous pouvons rendre au dirigeant disparu, c'est un engagement, renouvelé et renforcé, aux côtés du peuple colonisé. Jusqu'à l'indépendance ! ■

Quatrième Internationale

**Le numéro 32-33 sur
la question nationale en URSS
est paru, au sommaire :**

Introduction (Livio Maitan)

**La question nationale
dans l'histoire de l'URSS (Antonio Moscato)**

Les questions nationales en Yougoslavie (Catherine Verla)

Déclaration des droits des peuples (Le programme de 1919)

Pouvoir soviétique et question nationale (Léon Trotsky)

Discours au XIIIe Congrès (Khristian Rakowski)

La question ukrainienne (Léon Trotsky)

Ukraine : question nationale et question sociale (Ivan Djuba)

**Stalinisme, question nationale
et séparatisme en URSS (Oliver Mac Donald)**

Pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique (Z. Kowalewski)

Prises de position de la IVe Internationale

Les revendications du Haut-Karabakh

Débats aux pays Baltes (Mikhail Solokov)

La question géorgienne

Grève de la faim pour José Ramon Garcia

LES ACTIONS menées par le PRT depuis cinq mois auprès de diverses instances gouvernementales pour la réapparition en vie et la libération immédiate de Ramon Garcia, n'ont trouvé aucun écho auprès de celles-ci.

C'est pour cette raison que finalement, quatre membres de la direction nationale du PRT ont décidé d'entamer une grève de la faim devant pour exiger une réponse satisfaisante du gouvernement mexicain. Ces quatre camarades sont : Manuel Aguilar Mora (un des fondateurs du PRT et auteur de plusieurs livres sur la réalité politique mexicaine) ; Edgard Sanchez (un des principaux dirigeants du PRT) ; Leslie Serna (dirigeante du mouvement mexicain des quartiers populaires) ; et Simon Castillejos (qui a construit le PRT dans diverses régions du pays). Carlos Piedra Ibarra, membre du Comité Eureka (Comité national pour la défense des prisonniers, des persécutés, des exilés, et des disparus pour des raisons politiques) y participe également. Carlos est un des fils de Rosario Ibarra, dirigeante du mouvement pour le respect des Droits de l'homme au Mexique, et candidate PRT lors de l'élection présidentielle de 1988 (voir *Inprecor* numéro 271 du 5 septembre 1988).

Le cas d'Eladio Torres Flores

Cette action s'est également fixée comme but la libération d'Eladio Torres Flores, enlevé le 23 avril 1980, et qui ne fut officiellement arrêté par les autorités judiciaires que deux mois plus tard, le 12 juin 1980. Eladio Torres est ainsi devenu le témoignage vivant de la réalité des disparitions politiques au Mexique. Il est, avec Amanda Arciniega, prisonnière politique à Juarez, le plus ancien prisonnier politique du Mexique. Eladio Torres a participé au mouvement de guérilla qui secoua le Mexique dans les années 70. Tout comme Amanda Arciniega, il a été membre de la Ligue communiste 23 septembre (LC-23), la principale organisation de guérilla urbaine de cette époque. Membre du PRT depuis 1983, Eladio est aujourd'hui membre honoraire de sa direction nationale.

Eladio Torres et Amanda Arciniega font partie des derniers prisonniers poli-

QUATRE MEMBRES de la direction nationale du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, font la grève de la faim, depuis le 10 mai, devant la cathédrale de Mexico.

Le but de cette action est de faire pression sur le gouvernement mexicain pour exiger la réapparition en vie de José Ramon Garcia Gomez, militant du PRT, disparu depuis le 16 décembre 1988 (voir *Inprecor* numéros 279 et 281 des 9 janvier et 6 février 1989) et la libération d'Eladio Torres Flores, le plus ancien prisonnier politique du Mexique, détenu à Mexico depuis 1980.

tiques à être incarcérés dans une prison publique. En effet, la plupart des prisonniers politiques sont séquestrés illégalement dans des prisons clandestines, comme celle du campement militaire numéro 1. Il serait tout à fait incongru que des centaines de prisonniers soient libérés par suite de la mesure de grâce adoptée par le Président Salinas de Gortari (voir *Inprecor* numéro 285 du 3 avril 1989), mais pas les deux derniers prisonniers du mouvement armée des années 70.

La pseudo-grâce de Salinas

L'exigence de la libération immédiate d'Eladio, comme second objectif de la grève de la faim, n'est pas fortuite : bien que le gouvernement mexicain se déclare disposé à libérer tous les prisonniers "sociaux" (le gouvernement refuse de reconnaître l'existence de prisonniers politiques) et malgré la libération effective de plusieurs dizaines de victimes des aberrations du système judiciaire mexicain, Torres Flores, comme la grande majorité des prisonniers politiques, n'a pas bénéficié de cette grâce présidentielle.

Par ailleurs, même si la presse mexicaine n'avait guère couvert cette grève de la faim, jusqu'à présent, celle-ci commence à susciter de nombreuses manifestations de soutien et de solidarité. Parmi elles, il faut souligner, le 14 mai dernier, la visite aux grévistes de Rosario Ibarra et de Cuauhtémoc Cardenas, ex-candidat à la présidence de la République et principal dirigeant du Parti de la révolution démocratique (PRD), récemment constitué (voir *Inprecor* numéro 279 du 9 janvier 1989). Le comité exécutif du syndicat des enseignants universitaires (SITUAM) s'est réuni devant la cathédrale de Mexico, en présence des grévistes, pour leur exprimer son sou-

tien. Ainsi, deux des membres du comité exécutif du syndicat ont jeûné durant 12 heures, en compagnie de plusieurs dirigeants d'autres syndicats et d'organisations de quartiers. Un forum contre la répression est prévu prochainement, devant la cathédrale, avec la participation d'organisations de masse. Cardenas, Rosario Ibarra, Mendez Arceo, des députés du

PRD et des députés du Parti d'action nationale (PAN) ont signé un appel de soutien aux grévistes. Une campagne nationale de signatures pour la réapparition de José Ramon et la libération d'Eladio a commencé.

Le lundi 15 mai, cinq prisonniers politiques de la prison de Santa Marta Acatitla du Mexique, leurs mères, et plusieurs militants du PRT de diverses villes de l'intérieur du pays, se sont joint à la grève : un militant de Monterrey ; quatre de Hermosillo ; un de Cuernavaca ; deux de Veracruz ; et un de Tlaxcala ; ainsi que Leonora Contreras, dirigeante du syndicat paysan UGOCEP ; Jaime Lagorreta, ex-prisonnier politique ; et Rosario Villalobos, membre du Comité central du PRT et dirigeante du mouvement pour la dépénalisation de l'avortement.

Solidarité internationale

Après plus d'une semaine de grève de la faim, le gouvernement refuse toujours de donner une réponse satisfaisante sur le sort de J. Ramon Garcia. Il faut donc redoubler les efforts pour l'aboutissement de ces objectifs. Les PRT lance un appel pressant à la solidarité internationale. En effet, le gouvernement mexicain se préoccupe beaucoup de son image de marque devant la communauté internationale. Les pressions internationales font donc parties des moyens de lutte pour la libération de nos camarades et pour dénoncer le gouvernement mexicain.

Envoyez des messages de solidarité aux grévistes de la faim et à Eladio Flores Torres aux adresses suivantes :

PRT : Avenida Xola # 181 ; Colonia Alamos ; Mexico, DF ; MEXIQUE.

Eladio Flores Torres : Penal de Santa Marta Acatitla ; Salida Carretera Federal Puebla ; Mexico, DF ; MEXIQUE.